

**Sechste Sitzung – Sixième séance**

**Mittwoch, 11. März 1992, Vormittag**  
**Mercredi 11 mars 1992, matin**

08.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Nebiker

91.074

**Teuerungsausgleich  
 an das Bundespersonal**  
**Compensation du renchérissement  
 au personnel fédéral**

Botschaft und Beschlusssentwurf vom 13. November 1991 (BBI IV 1085)  
 Message et projet d'arrêté du 13 novembre 1991 (FF IV 1033)  
 Kategorie III, Art. 68 GRN – Catégorie III, art. 68 RCN

*Antrag der Kommission*  
 Eintreten

*Antrag Steinemann*  
 Nichteintreten

*Proposition de la commission*  
 Entrer en matière

*Proposition Steinemann*  
 Ne pas entrer en matière

**M. Darbellay**, rapporteur: Depuis des décennies, la Confédération a l'habitude de traiter convenablement ses fonctionnaires et d'adapter régulièrement leurs salaires au renchérissement. Cela se faisait d'abord annuellement par un arrêté décidé ici et ensuite le problème se réglait de quatre ans en quatre ans, si bien que nous sommes habitués, ces dernières décennies, à reconduire des arrêtés quadriennaux. Le dernier date de 1988 et arrivera à échéance au 31 décembre de cette année.

D'une manière générale, on reconduit ces arrêtés sans grande modification. Je me devrais cependant de citer deux exceptions. Jusqu'en 1977, l'adaptation au renchérissement était complète, c'est-à-dire que les fonctionnaires recevaient à la fin de l'année un complément qui leur permettait de faire coïncider exactement le niveau du coût de la vie et le niveau de leur salaire. A partir de 1977, on a supprimé cette adaptation automatique pour laisser une certaine marge de manoeuvre au Conseil fédéral, lequel eut dès lors la possibilité soit de verser à la fin de l'année une allocation de compensation, soit de modifier le salaire deux fois par an, au 1er janvier et au 1er juillet. Il n'a jamais utilisé la première possibilité de compensation en fin d'année. Par contre, il utilisait régulièrement, dès que le renchérissement avait une certaine importance, l'adaptation en janvier et en juillet.

C'est en 1984 que nous avons modifié cette manière de faire en supprimant l'adaptation du mois de juillet, et, aujourd'hui encore, le projet qui nous est proposé n'apporte pas de grandes modifications, si ce n'est une qui est due à un changement apporté au statut de fonctionnaire. Nous avons introduit dernièrement ce qu'on appelle désormais l'allocation familiale. Jusqu'à cette dernière modification, une allocation de ménage était comprise dans l'indemnité de résidence pour les

personnes mariées; lors de la dernière modification du statut des fonctionnaires, on a voulu transformer ce versement en une allocation indépendante de l'état civil, accordée aux fonctionnaires ayant charge de famille, et que l'on appelle allocation familiale. Or, ce supplément de résidence était indexé avec les autres prestations et avec le salaire. Dans l'arrêté qui nous est proposé, l'allocation familiale est soustraite au renchérissement ordinaire.

Les syndicats ont demandé au Conseil fédéral de compléter cet arrêté en y introduisant cette allocation familiale. Ils n'ont pas réussi à obtenir satisfaction et, dans le sens d'une concession, ils ont accepté les solutions proposées par le Conseil fédéral.

La commission a étudié ces problèmes. Elle a reçu un certain nombre de propositions de modification qui allaient généralement dans le sens d'une augmentation de la flexibilité, de plus de souplesse et d'un plafonnement des indexations de salaires. Comme chaque fois, on a fait de nombreuses comparaisons avec ce qui se passe dans les entreprises privées, où l'on discute, chaque automne, des salaires de l'année suivante, aussi bien du salaire réel que du renchérissement. On ne fait d'ailleurs pas toujours la distinction entre les deux dans l'augmentation qui est accordée. L'année dernière, lorsque les banques ont annoncé qu'elles n'accorderaient pas le renchérissement intégral, elles ont en même temps accepté des augmentations réelles de salaires, individuelles et générales, de sorte que l'augmentation a été supérieure à celle du coût de la vie.

En ce qui concerne la Confédération, on fait une nette distinction entre deux objets: d'une part, la compensation du renchérissement et, d'autre part, l'augmentation réelle des salaires. Cette dernière reste de la compétence du Parlement. Il y a tout d'abord des discussions très larges et très nourries entre les partenaires sociaux. Le processus général d'augmentation des salaires prend plusieurs années et c'est la raison pour laquelle nous avons procédé différemment en ce qui concerne le renchérissement. Là, tous les quatre ans, nous accordons une compétence au Conseil fédéral. Celle-ci est assez large. On parle d'une adaptation régulière et d'une manière appropriée au renchérissement, ce que le Conseil fédéral a utilisé de manière assez souple. Notre ministre des finances, M. Stich, à qui je rends hommage, n'a pas la renommée de dénouer facilement les cordons de la bourse. Au mois de novembre 1991, alors qu'on savait que le renchérissement était de l'ordre de 5 ou 5,5 pour cent, celui accordé aux fonctionnaires de la Confédération s'est limité à 4,5 pour cent. D'autre part, chaque année, le salaire a été fixé en dessous du coût de la vie moyen annuel, et jamais on n'a versé de rattrapage à la fin de l'année.

La commission pense donc qu'il faut garder le système en vigueur actuellement, soit maintenir la responsabilité des Chambres fédérales en ce qui concerne les salaires réels, et laisser la compétence relative au renchérissement au Conseil fédéral. Elle est également d'avis que le système pratiqué jusqu'à maintenant est convenable et qu'il n'y a pas lieu de le modifier sur le fond.

La plupart des textes présentés à la commission sont repris dans les propositions de minorité. Nous aurons donc l'occasion d'y revenir, notamment en ce qui concerne le plafonnement. Le projet présenté est équilibré. Il est accepté par les partenaires sociaux. Nous mettons chaque fois en évidence la valeur du dialogue social et lorsque les partenaires sociaux s'entendent sur un projet, il n'y a pas de raisons sérieuses de le modifier. La commission pense qu'il faut y donner suite.

Une proposition de non-entrée en matière a également été présentée. J'ai quelque peine à la comprendre, car si nous n'entrons pas en matière il n'y aurait pas d'autre solution que celle d'intervenir régulièrement, dans le cadre des Chambres fédérales, afin d'adapter les salaires. A ce moment-là, la négociation entre partenaires sociaux devrait reprendre, non pas périodiquement, mais chaque année.

Je vous invite donc à entrer en matière sur ce projet et à l'adopter tel que présenté par le Conseil fédéral et accepté par les partenaires sociaux.

**Tschäppät** Alexander, Berichterstatter: Im gleichen Umfang wie die Medaillenausbeute von schweizerischen Sportlerinnen und Sportlern an den Olympischen Winterspielen von 1988 bis 1992 abgenommen hat, hat im gleichen Zeitraum die politische Diskussion um den Teuerungsausgleich für das Bundespersonal zugenommen.

Vor vier Jahren war die Vorlage ein reines Routinegeschäft ohne Widerstand. In der vorberatenden Kommission ist daraus nun eine mehrstündige Grundsatzdebatte geworden. Um es vorwegzunehmen: Eintreten war in der Kommission völlig unbestritten.

Es sind im Laufe dieser Diskussion sehr viele prüfenswerte Anträge gestellt worden. Bei den meisten dieser Anträge handelt es sich jedoch um solche, die gemäss Kommissionsmehrheit über den eigentlichen Teuerungsausgleich hinausgehen, also von grundsätzlicher Bedeutung sind, und von da her, nach Meinung der Mehrheit, nicht mit dem vorliegenden Geschäft verknüpft werden sollten.

In der Folge sind denn auch sämtliche gestellten Anträge von der Kommissionsmehrheit abgelehnt worden, so dass Ihnen die Kommissionsmehrheit (mit 16 zu 4 Stimmen bei 5 Enthaltungen) heute die unveränderte Vorlage des Bundesrates zur Annahme empfiehlt.

Auch wenn die Vorlage nur wenige Seiten umfasst, ist sie doch von derart grundsätzlicher Natur, dass es sich lohnt, auf die einzelnen Argumente von Befürwortern und Gegnern einzugehen.

Die Vorlage hat zwar einen andern Titel bekommen. Neu heisst sie jetzt «Teuerungsausgleich» statt «Teuerungszulagen», doch bleibt sie nichts weiteres als eine materiell unveränderte Vorlage des Bundesbeschlusses von 1984 für die Jahre 1993 bis 1996.

Inhaltlich sieht sie den Anspruch der Beamten auf einen angemessenen Teuerungsausgleich vor. 1988 war die Vorlage unbestritten. Die damalige Situation auf dem Arbeitsmarkt zwang den Bund zu Reallohnmassnahmen, wenn er das dringend benötigte Personal behalten oder rekrutieren wollte. Zudem herrschten 1987 und 1988 an der Teuerungsfrente paradiesische Zustände. Diese Situation hat sich gewandelt. Die allgemein schlechtere Wirtschaftslage, die eher prekäre Finanzlage der öffentlichen Verwaltungen, die leider noch immer zu hohe Inflation und ein entspannter Arbeitsmarkt, all das sind Fakten, die dazu führten, dass der Teuerungsausgleich auf Löhnen und Gehältern seit dem vergangenen Herbst zu einem Politikum geworden ist.

Keiner der in der Kommission gestellten Anträge zielte darauf hin, den Teuerungsausgleich an das Bundespersonal grundsätzlich in Frage zu stellen. Verschiedene Kommissionsmitglieder vertraten aber klar die Meinung, dass der Teuerungsausgleich nicht mehr ehernes Gesetz sein dürfe.

Der vorliegende Bundesbeschluss ist das Ergebnis von Verhandlungen zwischen dem Bundesrat einerseits und den Arbeitnehmerverbänden andererseits. Es gilt klar festzuhalten, dass die Forderungen der Arbeitnehmerverbände nicht in vollem Umfang Eingang in die Vorlage gefunden haben. So ist erfolglos die Forderung gestellt worden, die Familienzulage sei ebenfalls zu indexieren oder die Minimalgarantie solle erhöht werden.

Ferner entspricht der vom Bundesrat per 1. Januar 1992 beschlossene Teuerungsausgleich von 4,5 Prozent nicht der vollen Teuerung des Jahres 1991 und wird daher von einzelnen Beamten sogar als leichter Reallohnabbau empfunden.

Welches sind nun die Gründe des Bundesrates und mit ihm der Kommissionsmehrheit, am Beschluss von 1984 festzuhalten und ihn für vier weitere Jahre zu verlängern?

Als wichtigster Punkt ist festzuhalten, dass sich das bisherige System für beide Seiten bewährt hat. Für den Bund als Arbeitgeber ist es eine gewisse Garantie, auf dem Arbeitsmarkt attraktiv zu bleiben. Für die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer ist es ein klares Zeichen dafür, einen verlässlichen und zuverlässigen Arbeitgeber zu haben. Wenn man zum Beispiel die Kantone Bern und Genf betrachtet, so wirkt sich ein Abweichen vom bewährten System kurzfristig sehr negativ auf den sozialen Frieden aus. Zudem dürfte die Motivation der betreffenden Beamten durch ein solches Vorgehen kaum gefördert

werden. Selbstverständlich kann und muss vielleicht auch beim Bundespersonal über eine Aenderung dieses Systems des automatischen Teuerungsausgleichs diskutiert werden. Die von der Kommissionsmehrheit gestellten Anträge zielen denn auch grossmehrheitlich in diese Richtung.

In der Kommission drehte sich die Diskussion mehrheitlich um die Frage nach einer grösseren Flexibilität des Teuerungsausgleichs. Es wurde die Meinung vertreten, das System sei zu starr und trage den jeweiligen veränderten wirtschaftlichen und finanzpolitischen Aenderungen nicht oder nur ungenügend Rechnung. Einem möglichen Systemwechsel wurde in der Kommission nicht grundsätzlich opponiert. Man ist aber mehrheitlich der Meinung, dass diese Frage nicht im Rahmen des vorliegenden Bundesbeschlusses diskutiert und berücksichtigt werden kann. Der Vorschlag zur Einberufung einer nationalen Konferenz, die sich mit der Frage einer Systemänderung befassen würde, ist denn auch aufgetaucht.

Die Kommissionsmehrheit hat aber bei der Behandlung der einzelnen Anträge immer wieder betont, dass für den Fall einer Flexibilisierung nicht nur der Teuerungsausgleich, sondern das ganze Lohnpaket thematisiert werden müsste. Es wären dann in einem solchen Falle auch die realen Erhöhungen und die Arbeitsmarktlage mitzuberücksichtigen, wie dies auch in der Privatwirtschaft die massgebenden Kriterien sind. Eine einschränkende partielle Flexibilisierung mit Bezug auf eine bestimmte Grösse – im vorliegenden Falle also den Teuerungsausgleich – kommt für die Kommissionsmehrheit nicht in Frage. Es muss festgehalten werden, dass – im Gegensatz zur Privatwirtschaft – die Lohnentwicklung beim Bundespersonal weit weniger flexibel und kurzfristig den veränderten Verhältnissen angepasst werden kann. Es sei immerhin daran erinnert, dass Realloohnerhöhungen jeweils vor das Parlament kommen müssen. Mit dem Teuerungsausgleich in der vorliegenden Form wird dieser Nachteil gegenüber der Privatwirtschaft etwas ausgeglichen.

Wenn also vom bewährten System in Richtung Flexibilisierung abgewichen werden soll, dann müssen weitere Komponenten – wie etwa Tarifautonomie, die Freiheit des öffentlichen Personals, darin Verträge abzuschliessen – mitthematisiert werden. Die Kommission teilt die Meinung des Bundesrates, dass ein solches Vorgehen zwar prüfenswert ist, nicht aber im Rahmen des vorliegenden Bundesbeschlusses einseitig und ohne Einbezug der übrigen Kriterien eingeführt werden darf. Eintreten war in der Kommission völlig unbestritten. Im Namen der einstimmigen Kommission bitte ich Sie daher, auf das Geschäft einzutreten.

**Steinemann:** Ich möchte folgendes klarstellen: In der vorberatenden Kommission habe ich diesen Nichteintretensantrag nicht gestellt. Im Laufe der Diskussion musste ich aber erkennen, dass sämtliche Anträge von unserer Seite unterlegen sind, und deshalb habe ich in der Gesamtabstimmung gegen die Vorlage gestimmt. Unsere Fraktion, die ich hier verrete, hat nach eingehender Beratung Nichteintreten beschlossen, insbesondere, um die vorgesehenen Selbstverständlichkeiten und Automatismen nicht weiter fortschreiben zu lassen. Unser Alternativvorschlag geht in Richtung Arbeitsplatzbewertung und Einführung von Leistungslohn.

Die Verlängerung des vorliegenden Bundesbeschlusses um weitere vier Jahre ist deshalb für die Fraktion der Auto-Partei in dieser Form nicht akzeptabel und gesamtwirtschaftlich auch nicht vertretbar. Dem Umstand, dass sich nicht nur die Finanzsituation auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene deutlich verschlechtert hat, sondern sich auch die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen heute viel schlechter als vor vier Jahren präsentieren, wird in keiner Weise Rechnung getragen.

Mein Nichteintretensantrag richtet sich keineswegs gegen unsere qualifizierten und gut arbeitenden Beamten. Aber ein Teuerungsausgleich im Sinne des Entwurfes ist nicht mehr gerechtfertigt. Eine flexiblere, insbesondere leistungsabhängige Lohnpolitik des Bundes ist dringend vonnöten. Wir sind der Meinung, der grösste Teil des Bundespersonals wisse um diese Verhältnisse und sei deshalb in der Lage, die Vorteile eines sicheren, gutbezahlten Arbeitsplatzes in seine Gesamtbeurteilung miteinzubeziehen.

Zudem hätte eine Verlängerung des Bundesbeschlusses nicht nur auf die Kantone und Gemeinden, sondern auch auf die Privatwirtschaft eine unerwünschte Signalwirkung.

Wir empfinden nicht nur deshalb die beabsichtigte Weiterführung der starren Indexautomatismen beim Bund als stossend. In der heutigen, konjunkturell schwierigen Zeit würde es in Wirtschaft und Gewerbe kaum verstanden, wenn der automatische Teuerungsausgleich für die Bundesangestellten mit Beamtenstatus weiterhin festgeschrieben würde. In einer Zeit mit Arbeitslosigkeit und Kurzarbeit in vielen Unternehmen liegt dieses Geschäft quer in der Landschaft.

Der Vollständigkeit halber darf ich Sie noch daran erinnern, dass das Bundespersonal per 1. Juli 1991 eine Reallohnerhöhung von 3 Prozent erhalten und der Bundesrat per 1. Januar 1992 eine Teuerungszulage von 4,5 Prozent ausgerichtet hat. Nicht geregelt in der Vorlage ist auch, wie eine Ausklammerung allfälliger Sonderabgaben auf Energieträgern oder ähnliches indexneutral gehandhabt werden könnte. Herr Bundesrat Stich hat auf Anfrage sogar darauf hingewiesen, dass es nicht möglich sei, diese Problematik zu lösen.

Aus all diesen Gründen beantragt Ihnen die einstimmige Fraktion der Auto-Partei, auf die Vorlage nicht einzutreten, wobei unsere wichtigsten Argumente – ich betone es nochmals – darin bestehen, dass in Zeiten der Rezession die Arbeitsplatzsicherheit und die Entlohnung auf hohem Niveau ebenfalls gewichtet werden müssen.

**Fischer-Seengen:** Der Bundesrat schlägt Ihnen die materiell unveränderte Weiterführung des Bundesbeschlusses um vier Jahre vor. Das heisst, der Bundesrat will den Anspruch der Beamten auf den Teuerungsausgleich festschreiben, und er will diesen Teuerungsausgleich durch den Bundesrat jährlich aufgrund eines einzigen Kriteriums, der Lebenskosten, festlegen lassen.

Die freisinnige Fraktion schliesst sich dem Antrag auf Eintreten an. Eine erdrückende Mehrheit der Fraktion kann sich indes mit der Weiterführung des starren, indexgebundenen Teuerungsausgleichs nicht einverstanden erklären. Sie erachtet die Verankerung des Anspruchs im Bundesbeschluss als fragwürdig und schlägt eine andere Lösung vor. Herr Fritschi Oscar wird den diesbezüglichen Minderheitsantrag (Art. 1 Abs. 1) begründen.

Des weiteren erachtet die Fraktion die Bemessung des Teuerungsausgleichs aufgrund eines einzigen Kriteriums, nämlich der Lebenskosten, als unbefriedigend und stellt deshalb einen weiteren Minderheitsantrag (Art. 2 Abs. 1), nämlich die Erweiterung der Kriterien, die bei der Bemessung massgeblich sein sollen, vor allem die Berücksichtigung des wirtschaftlichen Umfeldes. Die Leitplanken, innerhalb deren der Bundesrat den Teuerungsausgleich festlegen soll, müssen erweitert werden. Der Bundesrat muss flexibler handeln können. Herr Tschäppät Alexander als Kommissionssprecher bestreitet, dass diese Kriterien hier hineingehören. Wir sind der Meinung, dass diese Anträge sehr wohl hier hineingehören. Ich begründe Ihnen dies wie folgt:

1. Grundsätzlich – und das gilt nicht nur für den Teuerungsausgleich beim Bundespersonal – ist eine Abkehr von den Indexautomatismen anzustreben. Dieses Indexdenken ist volkswirtschaftlich schädlich, hemmt Innovationen und wirtschaftlich notwendige Anpassungen.

2. Die Privatwirtschaft hat vielerorts ganz oder jedenfalls teilweise auf den Teuerungsausgleich verzichten müssen. Die Arbeitnehmer in der Privatwirtschaft würden wenig Verständnis dafür aufbringen, wenn der Bund gerade jetzt den indexgebundenen Teuerungsausgleich zementieren würde. Es würde vielerorts als Ungerechtigkeit, ja gar als Provokation empfunden.

3. Zahlreiche Kantone und Gemeinden verzichten auf die Ausrichtung des vollen Teuerungsausgleichs. Der Kanton Bern z. B. hat den Teuerungsausgleich auf 3 Prozent beschränkt. Würde nun der Bund weiterhin den vollen Teuerungsausgleich ausrichten, käme das gerade in dieser Region einer Ungerechtigkeit gleich, indem Beamte des Kantons nicht gleich behandelt würden wie diejenigen des Bundes. Als Gegenargument wird jeweils geltend gemacht, dass es in der Privatwirtschaft

leichter sei, Reallohnerhöhungen durchzusetzen als beim Bund. Ich darf darauf hinweisen – Herr Steinemann hat das ebenfalls getan –, dass die Bundesbeamten vor Jahresfrist eine Reallohnerhöhung von 3 Prozent erhalten haben. Es war offensichtlich möglich, diese Reallohnerhöhung rasch durchzusetzen. Ueberdies ist die Arbeitsplatzsicherheit der Beamten gerade in schlechten Zeiten ein Vorteil von entscheidender Bedeutung. Dieser Vorteil kann nicht hoch genug eingeschätzt werden.

Als weiteres Gegenargument wird jeweils geltend gemacht, in der Privatwirtschaft seien individuelle Lohnerhöhungen sehr viel leichter vorzunehmen. Das trifft nicht zu; der Bund kann individuelle Lohnerhöhungen ebenso rasch verwirklichen, indem er Beförderungen vornimmt, und er tut dies auch. Ueberdies kennt er das Instrument der Dienstalterszulagen, welches in der Privatwirtschaft in dieser Form nicht bekannt ist.

Für die freisinnige Fraktion stellte sich noch eine weitere Frage: Es stellte sich die Frage, ob Teuerungselemente, welche auf Lenkungsabgaben zurückzuführen sind, ausgeklammert werden könnten. Die Auswirkungen der Lenkungsabgaben auf den Index können jedoch nicht isoliert an diesem Beispiel korrigiert werden. Die Gesamtüberarbeitung des Lebenskostenindex muss hier eine generelle Lösung bringen. Herr Bundesrat Stich hat uns in der Kommission bestätigt, dass diese Überarbeitung im Gang sei.

Zusammenfassend ist die FDP zwar für Eintreten, aber sie will damit zeitgemässe Modifikationen verknüpfen, also die Aufhebung des Anspruchs auf den Teuerungsausgleich und die Schaffung der Möglichkeit, weitere Kriterien bei der Bemessung einzubeziehen, um die tatsächliche wirtschaftliche Lage berücksichtigen zu können.

**Eggenberger:** Im Namen der sozialdemokratischen Fraktion beantrage ich Ihnen Zustimmung zur Vorlage des Bundesrates.

Ich nenne Ihnen vier Gründe, welche aus der Sicht der SP-Fraktion für die Vorlage des Bundesrates sprechen:

1. Wir wollen mit einer bewährten Regelung weiterhin die Kaufkraft der Löhne sichern.
2. Auch im Quervergleich Bund/andere Arbeitgeber liegt die Vorlage richtig.
3. Wir dürfen in einer schwierigen Konjunkturlage keine falschen Signale setzen.
4. Wir achten damit die Verständigungslösung zwischen den Partnern und minimieren das Konfliktpotential.

Die SP-Fraktion und die Gewerkschaften sind grundsätzlich und ohne Wenn und Aber für den indexorientierten Teuerungsausgleich auf den Erwerbseinkommen aller Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer. Deshalb sind wir auch für diese Vorlage des Bundesrates. Unserer Meinung nach soll der Bundesrat weiterhin die Kompetenz haben, auf Anfang Jahr die Teuerungszulage gemäss dem zu erwartenden Index neu festzusetzen. Das geltende Recht sichert einen «angemessenen», aber eben nicht den vollen Teuerungsausgleich. Nehmen wir das aktuelle Beispiel: Seit dem 1. Januar 1992 erhält das Bundespersonal einen Teuerungsausgleich, der die Teuerung bis zu einem Landesindex von 131,8 Punkten ausgleicht. Bereits im Februar stand aber dieser Index auf 132,7 Punkten, also 0,9 Punkte über dem Ausgleich.

Die Verlängerung des Bundesbeschlusses ist auch im Quervergleich zur übrigen Wirtschaft gerechtfertigt. Der Teuerungsausgleich ist ein Element der Besoldungspolitik. Wird er, wie in den Minderheitsanträgen, in Frage gestellt, führt das zu Reallohnverlusten und zu einer qualitativen Abwertung der Besoldungspolitik des Arbeitgebers, der die Konkurrenzfähigkeit am Arbeitsmarkt einbüsst. Diese muss dann beispielsweise mit generellen Reallohnerhöhungen wiederhergestellt werden. Gemäss der von den Verwaltungen gelieferten Dokumentation kennen die allermeisten Kantone und Städte die integrale, jährliche Anpassung der Löhne an die Lebenskosten, haben also eine Regelung wie der Bund.

Auch in der Privatwirtschaft ist die Anpassung der Löhne an die Teuerung doch die Regel. Wo sie aus ideologischen Erwägungen in Frage gestellt wird, werden trotzdem die allermeisten Löhne jährlich über das Ausmass der Teuerung hinaus

erhöht. Ich nenne als Beispiel die Banken, die zwar für 1992 nur 4 Prozent Teuerungsausgleich ausrichten, dazu aber für alle Arbeitnehmer 1 Prozent Realloohnerhöhung und weitere, individuelle Verbesserungen gewähren, so dass die durchschnittliche Erhöhung 6 Prozent beträgt. Oder die Migros, welche für 1992 offiziell nur 3,7 Prozent Teuerungsausgleich zugestanden hat, aber gemäss Aussage von Migros-Chef Jules Kyburz in Radio DRS die Lohnsumme «mitarbeiterzahlbereinigt» um 7,1 Prozent erhöht. Gegenüber diesen zwei aktuellen Beispielen nehmen sich die 4,5 Prozent Teuerungszulage beim Bund geradezu bescheiden aus.

Das Bundesamt für Konjunkturfragen hat uns vor einer Woche die bereits vorhandenen Zahlen für das Wirtschaftsjahr 1991 vorgelegt. Die Analyse zeigt, dass im vierten Quartal der private Konsum neben dem Konsum des Staates und den Sozialversicherungen die einzige Stütze der Konjunktur war. Der private Konsum finanziert sich insbesondere aus dem Einkommen der Arbeitnehmerschaft. Wir dürfen angesichts der nach wie vor sehr ersten Wirtschaftslage nicht falsche Signale setzen, beispielsweise mit Zustimmung zu den Minderheitsanträgen (Fischer-Seengen und Fritschi Oscar), welche auf eine generelle Schwächung der Arbeitnehmerinkommen abzielen. Achten wir auf die Sozialpartnerschaft. Der Bundesrat hat mit den Personalverbänden über diese Verlängerung des Bundesbeschlusses Verhandlungen geführt. Obwohl Verbesserungsanträge abgelehnt wurden, betrachten die Personalverbände die Vorlage ausdrücklich als Verständigungslösung zwischen den Verhandlungspartnern. Für das Parlament haben solche Verhandlungslösungen in den letzten Jahren einen hohen Stellenwert, wie dies auch die Zustimmung der Mehrheit der vorberatenden Kommission beweist. Die sozialdemokratische Fraktion und natürlich besonders die Gewerkschaften würdigen das und wissen es sehr zu schätzen. Die zur Verlängerung vorgeschlagene Regelung ist ein wichtiges Instrument zur Erhaltung des Arbeitsfriedens beim Bundespersonal. Geben wir es nicht leichtfertig aus der Hand! Ich bitte Sie deshalb im Namen der sozialdemokratischen Fraktion, auf die Vorlage einzutreten und die drei Minderheitsanträge abzulehnen.

**M. Borel François:** Une discussion entre partenaires sociaux a eu lieu concernant cette compensation du renchérissement. La Confédération y était représentée par le Conseil fédéral. Le rôle de notre Parlement n'est pas de revoir dans le détail telle ou telle mesure conclue après négociations entre le Conseil fédéral et les représentants des travailleurs. Notre rôle, c'est la haute surveillance. Dans le secteur privé, ce ne sont pas les assemblées générales des actionnaires qui discutent dans le détail les résultats des négociations. Ce n'est donc pas non plus au Parlement d'entrer dans le détail. Nous devons examiner si le Conseil fédéral s'est montré faible de manière condamnable – et ce n'est pas le cas – si des revendications syndicales ont été scandaleusement ignorées, tel n'est pas le cas non plus. Dès lors, nous devons approuver la proposition qui figure sur notre papier, entrer en matière et refuser les amendements des différentes minorités.

Le climat actuel entre le Conseil fédéral et les organisations syndicales est bon. Il doit le rester. Il est bon parce que les discussions ont lieu tout d'abord et que les décisions sont prises ensuite. On voit ce qui se passe à Genève lorsque ces dernières sont prises avant de se rencontrer. Ne créons pas un climat désagréable comme celui existant ailleurs dans ce pays.

J'émetts trois remarques concernant les amendements qui figurent sur votre dépliant. La première se rapporte à la minorité Fritschi qui veut modifier la terminologie. Les fonctionnaires n'auraient plus droit à une compensation, mais on leur en accorderait une. Sur le fond, cela n'a guère d'importance, mais je ne vois pas pourquoi il faudrait revenir à une conception moyennâgeuse des choses. En tout cas, depuis le début de ce siècle, la formule consacrée est: «tout travail mérite salaire», et non: «on accorde un salaire à qui veut bien travailler». Restons-en à une formulation moderne.

La deuxième se rapporte à l'amendement Fischer qui veut soumettre la compensation au renchérissement à toute une série de critères jusqu'à présent non utilisés. Tout d'abord, je

souligne, Monsieur Fischer, qu'on ne peut pas commencer par dire que de nombreuses communes et cantons n'accordent pas le plein renchérissement, alors que le seul exemple ayant fait l'objet d'une décision est le canton de Berne et que l'on constate les difficultés auxquelles doit faire face le canton de Genève pour aboutir à une solution approchante. Ne faisons donc en tout cas pas allusion à «de nombreux exemples»! Ne parlons pas non plus du cas général de l'économie privée qui n'accorderait pas le renchérissement. Il est vrai que ponctuellement le principe du renchérissement intégral n'a pas été respecté dans de nombreuses branches mais il a été complété par des améliorations de salaire de base qui font que, dans de nombreux secteurs, la masse salariale totale dépasse la compensation du renchérissement. Nous repoussons l'amendement Fischer, car il ne convient pas de mettre la Confédération dans une situation de concurrence défavorable. Pendant les quelques années de haute conjoncture les salaires offerts par le privé étaient bons et lui ont permis de concurrencer la Confédération. Permettons aujourd'hui à celle-ci de défendre ses intérêts en maintenant les acquis pour ses fonctionnaires.

La troisième concerne l'amendement de M. Seiler que nous refuserons, car il s'agirait de modifier à froid l'échelle des traitements qui va de 1 à 7. S'il faut la changer, nous sommes prêts à entrer en matière, mais pas au hasard de l'évolution du coût de la vie.

En conclusion, nous vous encourageons à entrer en matière et à refuser les amendements présentés.

**Meier Samuel:** Ich spreche im Namen der Fraktion des Landesrings und der Evangelischen Volkspartei und beantrage Ihnen, auf die Vorlage einzutreten und diese in der vorliegenden Form zum Beschluss zu erheben.

Wir stellen doch immer wieder mit Genugtuung fest, dass die Qualität des Personals in der Verwaltung eine gute ist, das sei hier von vornherein festgehalten. Ich glaube, den Grund dafür in der Konkurrenzfähigkeit der Bundesverwaltung am Arbeitsmarkt zu finden, und diese Konkurrenzfähigkeit hängt eben nicht unwesentlich von der Personal- und Lohnpolitik des Arbeitgebers Bund ab. Ich meine damit auch, dass die Lohnpolitik des Bundes in den letzten Jahren eine so schlechte gar nicht war.

Das oberste Ziel von Massnahmen, wie wir sie mit dem vorliegenden Bundesbeschluss ergreifen bzw. fortführen wollen, soll sein, der Bundesverwaltung und den Bundesbetrieben fachlich ausgewiesenes und qualifiziertes Personal zu sichern bzw. zu erhalten. Auch sind solche Massnahmen dazu da, wie es der Bundesrat in seiner Botschaft expressis verbis ausführt, den Arbeitsfrieden als fundamentalen Bestandteil der Personalpolitik zu erhalten. Diese bundesrätliche Haltung wird sicher von niemandem von uns angezweifelt.

Beim zur Diskussion stehenden Bundesbeschluss handelt es sich im Grunde genommen um gar nichts Neues. Es handelt sich um die Fortschreibung der bisherigen Ordnung, die sich bewährt hat; das müssen wir hier zugeben. Auch von daher gibt es also keinen Grund, die bisherige Regelung aufzuheben.

Nun zur Botschaft. Die Botschaft des Bundesrates entspricht einer Verständigung von Bundesrat und Personalverbänden. Auch deckt sie sich mit der bisherigen Personal- und Lohnpolitik des Bundes, und überdies entspricht sie auch der Usanz der Lohnpolitik der allermeisten Kantone – von immerhin 23 der 26 Kantone. Das ist ein Grund mehr dafür, im Sinne des vorliegenden Bundesbeschlusses weiterzufahren. Es ist nicht unwesentlich, dass die Lohnpolitik des Bundes Schrittmacherfunktion auf die Lohnpolitik kantonaler und kommunaler Verwaltungen ausübt. Von daher ist dieser Vorlage eine hervorragende sozialpolitische Bedeutung nicht abzusprechen.

Die bisherige Regelung in der Bundesverwaltung, mit den beiden Instrumentarien der Reallohn Anpassung einerseits und des Teuerungsausgleiches andererseits, hat sich – wie ich schon gesagt habe – zu verschiedenen Zeiten bewährt. Gegenüber der Privatwirtschaft haben wir mit der Möglichkeit der Ausrichtung des Teuerungsausgleiches ein Instrument in der Hand, welches die relative Inflexibilität der generellen Real-

lohn Anpassung beim Bund, welche jeweils einem langen Verfahren untersteht, einigermaßen mindert.

Der vorliegende Bundesbeschluss wurde in Zusammenarbeit mit den Personalverbänden ausgehandelt und stellt somit eine Verständigungslösung auf der Grundlage gegenseitiger Akzeptanz dar. In diesem Zusammenhang muss wohl auch darauf hingewiesen werden, dass gewisse Postulate der Personalverbände – ich denke an die Indexierung der Familienzulage oder an die Erhöhung der Minimalgarantie – unberücksichtigt bleiben mussten. In der Botschaft signalisiert der Bundesrat aber seine Bereitschaft, «periodisch .... die Angemessenheit und Höhe der Familienzulage zu überprüfen». In Anbetracht dieser sozialpolitisch, aber auch finanzpolitisch vertretbaren, vernünftigen Vorlage frage ich mich, warum wir einen bundesrätlichen Vorschlag nicht tel quel übernehmen dürften, ohne unseren obligaten Rotstift anzusetzen.

Das Thema des vollen Teuerungsausgleichs sollte eigentlich nach so langer Zeit guter Erfahrung in der heutigen Zeit nicht mehr zu grossen Diskussionen Anlass geben. Ich würde Gegnern gar unterstellen, dass sie weniger durch wirtschaftliche als vielmehr durch politische und ideologische Gründe motiviert sind.

Zusammenfassend darf ich feststellen, dass die Vorlage des Bundesrates für die Weiterführung des vollen Teuerungsausgleichs an das Bundespersonal ausgewogen, durchaus griffig, aber auch vernünftig ist, eine Verständigungslösung zwischen den Sozialpartnern darstellt und sich zudem in den vergangenen sieben Jahren durchaus bewährt hat.

Ich darf Sie im Namen meiner Fraktion bitten, diese Vorlage nicht mit Einzel- und Minderheitsanträgen zu verwässern, und bitte Sie daher, den Nichteintretensantrag abzulehnen und den Anträgen der Mehrheit der vorberatenden Kommission zuzustimmen.

**Frau Bühmann:** Beim vorliegenden Bundesbeschluss handelt es sich – wie wir gehört haben – um eine Verlängerung des Beschlusses von 1984. Es geht also nicht um einen Systemwechsel, sondern um eine Weiterführung von etwas Bestehendem. Die grüne Fraktion ist für Eintreten auf die Vorlage und kann im wesentlichen den vom Bundesrat vorgelegten Beschluss mit den redaktionellen Änderungen und Präzisierungen akzeptieren.

Der Teuerungsausgleich steht wieder einmal zur Debatte, und zwar mit einer Heftigkeit, wie schon lange nicht mehr. Es ist kein Zufall, befinden wir uns doch mitten in einer wirtschaftlichen Rezession, von der noch niemand so genau sagen kann, wie lange sie dauern wird und ob sie strukturell bedingt oder vorübergehender Natur ist. Das hat denn auch dazu geführt, dass in der Privatwirtschaft zum Teil nicht mehr die ganze Teuerung ausgeglichen worden ist und dass auch vereinzelt Kantone ihre Finanzprobleme auf Kosten des Teuerungsausgleichs aufzufangen versuchten. Das hat wiederum dazu geführt, dass der soziale Friede gefährdet wird. Man denke nur an das, was sich zurzeit im Kanton Genf abspielt.

Es sind denn auch vor allem Vertreter der Wirtschaft, die schlecht verstehen können, warum das Bundespersonal die volle Teuerung ausgeglichen bekommen soll, während das für die Beschäftigten in der Privatwirtschaft nicht mehr der Fall ist. Der Vergleich mit der Privatwirtschaft hinkt natürlich. In der Privatwirtschaft wurde ein Teil der Teuerung für alle ausbezahlt und der Rest der Summe individuell nach Leistung. Unter dem Strich wurde insgesamt nicht weniger ausbezahlt, teilweise sogar mehr, nur nach dem Motto: Dem Tüchtigen gehört die Welt. Das ist eine fragwürdige Geschichte, und ich bin froh, dass der Staat nicht zu solchen Methoden greift. Denn, ob jemand schneller oder langsamer arbeitet, tüchtiger oder weniger tüchtig ist – das Kilo Brot und der Liter Milch sind für alle um gleich viel teurer geworden. Wenn schon die Tüchtigkeit belohnt werden soll, dann über den Lohn und nicht über den Teuerungsausgleich.

Der Vergleich mit der Privatwirtschaft hinkt auch sonst noch. Während nämlich beim Staat in guten Zeiten die Löhne zwar ansteigen, aber streng nach Klasse und Stufe, ist das in der Privatwirtschaft anders. Da kann in guten Zeiten auch ganz schnell ganz viel Geld verdient werden. Die beim Staat ange-

stellten Menschen werden in guten Zeiten gerne belächelt, und risikofreudige wandern ab und versuchen in dieser Privatwirtschaft ihr Glück. Dafür garantiert der Staat seinen Beschäftigten Stabilität und Sicherheit des Arbeitsplatzes und Wahrung des Besitzstandes auch in schlechteren Zeiten. In einer solchen befinden wir uns momentan, und da sollen nun die Vorteile des Arbeitgebers Staat nicht gleich bei der ersten Schwierigkeit über Bord geworfen werden.

Aus diesem Grund empfehlen wir Ihnen, den Anspruch des Bundespersonals auf die Teuerung weiter festzuschreiben und nicht den Bundesrat dazu zu ermächtigen, wie das eine Kommissionsminderheit will. Wir bitten Sie auch, den Minderheitsantrag, der den Teuerungsausgleich von der konjunkturellen Lage, der Lohnentwicklung in der Wirtschaft und der finanziellen Situation des Bundes abhängig machen will, aus den obenerwähnten Gründen abzulehnen.

Wir bitten Sie auch, den Nichteintretensantrag von Herrn Steinemann abzulehnen. Er bietet keine Lösung des Problems. Der Bundesbeschluss läuft 1992 aus. Wir müssen darauf eintreten und eine Fortsetzung diskutieren.

Den Minderheitsantrag, den Teuerungsausgleich degressiv auszugestalten, unterstützt die grüne Fraktion, weil er für uns in eine richtige Richtung geht, d. h. zu etwas mehr sozialer Gerechtigkeit führt. Leute mit kleinen und mittleren Einkommen sind auf den vollen Teuerungsausgleich angewiesen, um überhaupt noch die Lebenshaltungskosten (Mieten, Krankenkassenprämien, Lebensmittel) bezahlen zu können. Für Gutverdienende ist dazu nicht der volle Ausgleich auf ein hohes Einkommen nötig. Wir sind der Meinung, dass mit Sockelbeiträgen oder degressiv ausgestaltetem Teuerungsausgleich ein kleines Stück Gerechtigkeit die Ungerechtigkeiten der Lohnskalen etwas entschärft. Es sind Lohnskalen, die die Kopfarbeit viel höher bewerten als die Handarbeit, welche die typischerweise von Männern geleistete Arbeit immer noch um durchschnittlich 30 Prozent höher einstufen als die von Frauen geleistete, Lohnskalen, die Leute mit längerer Ausbildung ein Leben lang privilegieren. Ich weiss, dass die Frage der Lohngerechtigkeit nicht über den Teuerungsausgleich zu regeln ist, aber wir möchten doch ein Stückchen dazu beitragen, dass Privilegierte nicht über dieses Instrument noch einmal privilegiert werden. Wir hoffen, dass in der Revision des Beamtengesetzes – die Sie, Herr Bundesrat Stich, angekündigt haben – grundlegende Verbesserungen vorgenommen werden können.

In diesem Sinne bitte ich Sie im Namen der grünen Fraktion, auf die Vorlage einzutreten.

**Seiler Hanspeter:** Um es gleich vorweg und klar zu sagen: Am Grundsatz des Teuerungsausgleichs will die SVP-Fraktion nicht rütteln. Wir anerkennen bei dieser Gelegenheit gerne – andere haben das auch bereits getan, und das hat mit politischer oder taktischer Bauchpinselei überhaupt nichts zu tun –, dass in der Verwaltung wertvolle und gute Arbeit geleistet wird. Wer im Lohnwesen beruflich tätig ist, weiss, dass Gerechtigkeit in dieser Sparte – Teuerungszulagen sind ein Lohnbestandteil – immer sehr, sehr relativ ist und bleiben wird. Jedes nationale Parlament – und damit jede Parlamentarierin und jeder Parlamentarier in diesem Saal – ist in dieser Frage aber mindestens zwei Betrachtungsweisen verpflichtet: einer betriebsinternen und einer externen oder gesamtheitlichen – einer betriebsinternen im Sinne der Rolle des Arbeitgebers mehrerer zehntausend Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer. Wir dürfen aber – und das muss ich auch betonen – als eidgenössisches Parlament nicht nur die Brille des Arbeitgebers aufsetzen. Es gilt, sich auch auf eine externe, über den Zaun des Arbeitgebers schielende Betrachtungsweise auszurichten, in der das gesamtwirtschaftliche Umfeld in die Beurteilung miteinzubeziehen ist und die unter anderem auch die Solidarität gegenüber den anderen rund 3 Millionen Arbeitnehmerinnen in unserem Lande mitberücksichtigt. Selbstverständlich ist es für uns, dass auch der Gesichtspunkt der Konkurrenzfähigkeit zwischen Staat und Privatwirtschaft mitzuzählen ist.

Wer allein die betriebsinterne, die Sicht des Arbeitgebers, oder ausschliesslich die externe Betrachtungsweise wählt, setzt sich dem Vorwurf der Einseitigkeit oder Einäugigkeit aus. Wir mei-

nen deshalb, auch hier müsse ein Sowohl-Als-auch gelten. So ist es unbestritten, dass der Bundesrat beim Festsetzen des Teuerungsausgleichs die jeweiligen Lebenskosten als eine der Grundlagen nimmt. Legt man aber dem Ausgleich einzig das Kriterium der Lebenskosten – sprich Landesindex der Konsumentenpreise – zugrunde, so beraubt man sich möglicherweise einer einmal nötigen oder wünschbaren Flexibilität. Indexieren, wie es der Landesindex ja tut, schliesst auch das Element des Automatismus ein. Es ist immerhin zu bedenken, dass jeder Automatismus automatisch auch die Entscheidungsfreiheit einschränkt. Das Einbeziehen weiterer Kriterien erachten wir deshalb als gerechtfertigt, insbesondere mit Blick auf das gesamtwirtschaftliche Umfeld und auf die Solidarität gegenüber den erwähnten rund 3 Millionen anderen Arbeitnehmern. Wünschbar schiene uns auch eine Koordination des Teuerungsausgleichs mit den anderen öffentlichen Haushalten. Wir hoffen, dass entsprechende Kontakte jeweils stattfinden, verzichten aber darauf, es explizit in einem Bundesbeschluss zu verlangen.

Herr Bundesrat, wir anerkennen, dass der Bund bei der Ansetzung der Teuerungsprozente nicht Spitzenreiter ist, sondern sich ungefähr im Durchschnitt bewegt.

Trotzdem und aus grundsätzlichen Überlegungen bitten wir Sie, auf diesen Bundesbeschluss einzutreten und vor allem im Sinne von mehr Flexibilität sowie einer Beurteilung im weiter gesteckten Rahmen den Minderheitsanträgen zuzustimmen.

**David:** Die CVP hat einstimmig beschlossen, auf diesen Beschlussentwurf einzutreten. Der Bundesbeschluss ist für uns in erster Linie das Ergebnis einlässlicher Verhandlungen zwischen den Sozialpartnern im öffentlichen Sektor: Bundesrat auf der einen Seite und Organisationen des öffentlichen Personals auf der anderen Seite. Wir sind überzeugt, dass in diesen Verhandlungen beide Seiten – sowohl der Bundesrat als Arbeitgeber wie die Personalorganisationen für die Arbeitnehmer – die Interessen, die sie zu vertreten haben, bestmöglich gewahrt haben. Wir glauben auch, dass das System des Aushandelns der Lohnbedingungen zwischen Bundesrat und Personalverbänden bis anhin funktioniert hat und wir daher keinen Anlass haben, uns davon abzuwenden.

Der Nichteintretensantrag der Auto-Partei und die Minderheitsanträge Fritschi Oscar und Fischer-Seengen zielen darauf ab, die bisherige Ordnung, die wir für das öffentliche Personal in der Schweiz kannten, aufzugeben. Diese Ordnung hat uns bisher garantiert, dass im öffentlichen Sektor der Arbeitsfrieden gewahrt werden konnte, wie es andernorts nicht der Fall war. Man kann über den Arbeitsfrieden geteilter Meinung sein: Ich und die Mehrheit der CVP-Fraktion sind der Auffassung, dass er ein grosses Kapital für unsere Volkswirtschaft darstellt und dass wir um diesen Arbeitsfrieden, den wir durch das bestehende System im Sektor des öffentlichen Personals gewährleistet haben, beneidet werden. Bei einem Blick über die Grenzen, nach Deutschland, stellen Sie fest, wie dort alljährlich um die Arbeitsbedingungen zwischen den Sozialpartnern gekämpft wird. Dieser Kampf verursacht beträchtliche Kosten.

Jene, die heute hier an diesem Pult und schon im Vorfeld ausgeführt haben, es müsse wesentlich mehr flexibilisiert werden, müssen das mit in Betracht ziehen. Die Flexibilisierung, die Sie verlangen, bringt erhebliche Kosten für die Volkswirtschaft Schweiz. Wir lehnen ein Ueberdenken der heutigen Lösung keineswegs ab.

Was wir aber ablehnen, ist, dass wir jetzt an einem Ort hingehen und ein Stück aus der bisherigen Ordnung herausbrechen, und zwar ein Stück einfach einseitig zu Lasten der Arbeitnehmerseite. Wenn Sie Flexibilisierung einführen wollen, müssen Sie sie integral für beide Partner am Arbeitsmarkt einführen. Sie können natürlich die Spiesse nicht einseitig kürzen und den Arbeitnehmern per Gesetz die Lohnbedingungen dekretieren, sondern Sie müssen dann in einer freien, sozialen Marktwirtschaft den Arbeitnehmern die Tarifautonomie zuerkennen, ihnen zuerkennen, dass sie letztlich auch den Arbeitskampf führen dürfen. Das ist aber im Antrag von Herrn Steinemann nicht miteinbezogen. Er erwartet von den Briefträgern und vom Zugspersonal, dass sie sich ihre Lohnkonditionen

einfach dekretieren lassen und sie demütig entgegenzunehmen haben. Er ist nicht bereit, ihnen auch zuzugestehen, dass sie allenfalls sagen können: Zu diesen Konditionen möchten wir dann auch nicht mehr arbeiten. Das ist die Konsequenz.

Bevor wir den Weg des Arbeitskampfes beschreiten, müssen wir uns sorgfältig die Kosten überlegen. Ich bin nicht der Meinung, dass dieser Weg definitiv verschlossen werden soll. Andere Staaten haben im öffentlichen Sektor dieses System. Wir sind mit unserem System gut gefahren, und es rechtfertigt sich jedenfalls nicht, hier an einem einzelnen Punkt dieses System aufzubrechen. Sicher ist es so – es ist von verschiedenen Seiten erwähnt worden –, dass das öffentliche Personal unter dieser Ordnung den Vorteil hat, bei rezessiver Volkswirtschaft etwas besser zu fahren. Auf der anderen Seite hat es aber den Nachteil, bei Hochkonjunktur schlechter zu fahren. Das ist gegeneinander abzuwägen. Sicher muss man darauf achten, dass in der Hochkonjunktur die Schlechterstellung und in der rezessiven Situation die Besserstellung nicht zu gross werden. So wie dieser Beschluss heute vorliegt und wie er vom Bundesrat bis jetzt immer gehandhabt worden ist, können wir nicht davon ausgehen, dass das öffentliche Personal im Verhältnis zur Privatwirtschaft von der bisherigen Ordnung profitiert hätte. Beweis dafür ist nach meiner Meinung die Tatsache, dass der Arbeitsmarkt regelmässig, wenn die Hochkonjunktur wieder einkehrt, dem öffentlichen Sektor eine Abwanderung, und zwar eine relativ schnelle und starke Abwanderung, beschert.

Insgesamt sind wir der Meinung: Auf diesen Beschlussentwurf ist einzutreten, und die bisherige Ordnung ist, weil sie sich bewährt hat, fortzuführen. Zu den Minderheitsanträgen haben wir wie folgt Stellung genommen: Den Minderheitsantrag Fritschi Oscar lehnt unsere Fraktion ab, den Minderheitsantrag Fischer-Seengen lehnt unsere Fraktion mehrheitlich ab, und dem Minderheitsantrag Seiler Hanspeter wird unsere Fraktion mehrheitlich zustimmen.

**Präsident:** Die Fraktion der Schweizer Demokraten und der Lega dei Ticinesi ist für Eintreten.

**M. Spielmann:** Ce qui vient d'être dit par M. David porte le débat sur l'essentiel, c'est-à-dire sur le travail et les relations sociales entre les différents partenaires. Il a parfaitement posé le problème et je pourrai donc traiter de questions plus spécifiques en parlant de la situation dans laquelle se déroule ce débat et en rappelant ici, en ce qui concerne le renchérissement et l'indice des prix à la consommation, que toute une série de problèmes se posent en fonction du montant du salaire.

A cet égard, le personnel fédéral se trouve dans une situation tout à fait particulière, puisqu'il y a une grande masse de bas salaires – comme on ne le sait que trop – à la poste et aux CFF. Cette catégorie de salariés est frappée de plein fouet par l'inflation et même une indexation intégrale ne compense pas complètement les bas salaires. Je n'ai pas besoin d'entrer dans les détails, car chacun connaît la façon dont on mesure l'indice. Il est défavorable pour les basses classes et, par conséquent, pour la grande masse des fonctionnaires fédéraux, même une indexation complète signifie une perte du pouvoir d'achat. C'est d'autant plus vrai que le système de compensation mis en place par la Confédération pour indexer les salaires de son personnel soulève des problèmes. A ce propos, vous trouverez un bel exemple à la page 8 du message du Conseil fédéral. En le lisant, vous constaterez les distorsions existant entre l'indice utilisé pour la compensation des salaires et l'indice réel.

Quand on parle de rapports sociaux et qu'on se félicite de tous côtés de la paix du travail et de la politique de concertation, il est difficile, une fois que cette dernière a eu lieu, que les débats ont été conduits et que les accords ont été conclus avec des concessions de toutes les parties, de venir à cette tribune les dénoncer avec un simple amendement. Dans ce cas, il s'agit d'une rupture de l'accord et alors on passe à une autre bataille dont il faut bien sûr mesurer toutes les conséquences. Dans le cas particulier, il faut savoir que, du côté du personnel de la Confédération on a abandonné l'idée du relèvement de la garantie minimale, la revendication sur l'indexation des allocations familiales qui était en vigueur avant 1992.

Quand on argumente, comme dans les rapports de minorité, qu'il faut adapter la compensation au renchérissement à l'évolution conjoncturelle, au contexte économique, il faut aussi tenir compte de la situation actuelle du personnel fédéral. Je rappelle tout de même que, durant toute la période de haute conjoncture, aucun d'entre vous n'aurait imaginé présenter un amendement pour tenter de mettre fin à la politique des bas salaires et aux problèmes que rencontraient les employés de la Confédération face à une situation économique florissante. Je ne crois pas non plus que les auteurs de l'amendement présenté aujourd'hui pensent à la situation conjoncturelle et à ce qu'on a pu lire encore hier – à mon grand étonnement – en manchette du *Journal de Genève* qui titrait: «Les bénéficiaires indécents des banques». Je ne crois pas que ce soit à cet aspect du contexte que vous voulez vous référer plutôt qu'à l'indexation au coût de la vie et dire: «pourquoi les fonctionnaires ne profiteraient-ils pas aussi de cette situation?». C'est donc bien une volonté de restreindre et de diminuer les salaires.

A ce propos, il faut avoir conscience de l'existence d'un véritable «ras le bol» chez les fonctionnaires fédéraux. Ils ont été frappés de plein fouet, durant toute la période de haute conjoncture, par la politique des bas salaires, par le blocage du personnel et par l'augmentation permanente des tâches. Il y a donc aujourd'hui une situation, si vous cherchez la confrontation, où vous trouverez certainement des gens déterminés à défendre le minimum, c'est-à-dire leur pouvoir d'achat. Il faut bien mesurer cet élément. Si vous voulez entrer dans la bataille, il y aura certainement de l'autre côté des gens prêts à relever le défi.

La sagesse voudrait qu'on accepte les discussions qui ont eu lieu et qu'on prenne acte des accords signés. Dénoncer ces derniers serait entrer dans une bataille et je ne crois pas que notre économie aurait quelque chose à y gagner, compte tenu de la conjoncture actuelle. Ainsi, la sagesse recommande d'accepter le minimum pour le personnel fédéral, c'est-à-dire les accords, tels qu'ils ont été signés.

**Jenni Peter:** In der Privatwirtschaft ist mittlerweile eindeutig eine Abkehr von der Indexautomatisierung festzustellen. In meinem Kleinbetrieb habe ich bereits vor fünf Jahren angefangen, den Teuerungszuschlag nicht mehr auszuzahlen; dies im vollen Einverständnis mit meinen Angestellten. «Leistungslohn» und «Gewinnanteil» heissen bei uns die neuen Zauberworte. Indexunabhängig haben jetzt alle die Möglichkeit, mit Provisionen und Prämien direkt auf ihren Zahltag Einfluss zu nehmen, und das jeden Monat. Lohnerhöhungen ergeben sich Ende Jahr aufgrund des Geschäftsgangs. Sollte dieser nicht den Erwartungen entsprechen, kann es vorkommen, dass ich es mir nicht leisten kann, solche vorzunehmen.

Für mich bleibt deshalb die Frage offen, wie lange es sich Staats- und Bundesbetriebe überhaupt noch leisten können, einen Teuerungsausgleich auszuzahlen. Sollte sich das Loch in den Kassen weiter so vergrössern, dann bleibt Herrn Bundesrat Stich ohnehin nichts anderes übrig, als die Steuern zu erhöhen. Dies bedeutet dann wohl, dass wir das Geld, welches wir wegen der Teuerung auszahlen, auf der anderen Seite wieder einkassieren. Hinzu kommt, dass diese indexierte Anpassung eine Geldentwertung mit sich bringt, welche in diesem Zusammenhang leider viel zu wenig beachtet wird.

Lassen Sie mich klarstellen, dass es der Fraktion der Auto-Partei nicht darum geht, Beamten leistungsbezogene Lohnerhöhungen abzusprechen, in keiner Weise. Es ist lediglich der Automatismus, mit dem wir nicht einverstanden sind: Der Grundsatz «gleiche Lohnerhöhungen für alle, ob sie nun gute oder weniger gute Arbeit leisten» ist nicht zukunftsorientiert und wird früher oder später das Arbeitsklima beeinträchtigen. Wir müssen versuchen, Diskussionen darüber zu entfallen, wie wir, analog der Privatwirtschaft, wieder vermehrt ein Leistungsprinzip herbeiführen können. In diesem Saal ist wohl jedem bewusst, dass die Beamten in unserem Land heute noch zu den zuverlässigsten der ganzen Welt gehören. Versuchen wir ein System zu erarbeiten, damit alle ein Interesse haben, dass dies auch in Zukunft so bleiben wird. Eine Besoldung, welche es verunmöglicht, gute Leistungen entsprechend zu honorieren, wird unsere künftigen Probleme sicher nicht lösen. Ist es

vernünftig, wenn die Gewerkschaften Ende Jahr nur noch ein Ziel haben, nämlich das Politikum «Teuerungsausgleich» voll auszuschlachten? Diskussionen über ein Leistungsprinzip, unbezahlte Freitage, freiwillige Teilzeitarbeit oder über die Rezession usw. werden gar nicht mehr geführt.

Wenn Sie nun der Ansicht sind, ein Kleinbetrieb sei nicht mit einem Staats- oder Bundesbetrieb zu vergleichen, werde ich Ihnen zum Teil sicher zustimmen. Eines muss ich Ihnen jedoch sagen: Das Ziel – ein gutes Arbeitsverhältnis – ist das gleiche, d. h., wir alle wollen Leute beschäftigen, die Freude an der Arbeit haben, mit dem Lohn zufrieden sind und sich im Interesse des Betriebes einsetzen. Um dieses Ziel zu verwirklichen, scheint uns ein automatischer Teuerungsausgleich für die Zukunft jedoch völlig ungeeignet.

Ich stelle noch einmal klar, dass es nicht die Absicht der Fraktion der Auto-Partei ist, den Beamten leistungsbezogene Lohnerhöhungen abzusprechen; wir sind aber der Meinung, dass die Indexautomatisierung einer gesunden Volkswirtschaft nur schadet.

In diesem Sinne – und nur in diesem Sinne – bittet Sie die Fraktion der Auto-Partei, auf die Vorlage nicht einzutreten.

**M. Narbel:** Depuis quelques années, notre pays connaît une inflation plus élevée que celle des pays voisins. De cette situation résultent des conséquences dommageables de l'adaptation automatique des prix et des salaires pour l'ensemble de l'économie, et non seulement pour les traitements des fonctionnaires.

Nous évoquerons quatre principaux effets néfastes de ce mécanisme de compensation automatique. Premièrement, la compensation automatique qui est un facteur d'inflation. Indexer automatiquement les salaires entrave la lutte contre le renchérissement. La conséquence directe de la hausse des salaires provoque inmanquablement une adaptation des prix. Du fait de la croissance de l'inflation, on entre alors dans une spirale inflationniste. J'en veux pour preuve les adaptations actuelles des tarifs des CFF et des PTT, largement supérieures à la croissance des salaires. L'économie suisse subit de plein fouet les effets pervers d'une inflation non maîtrisée. A long terme, c'est un jeu où il n'y a que des perdants.

Deuxièmement, la compensation du renchérissement s'effectue par un rapport à un indice contesté. Le calcul de la compensation est établi à partir de la variation des prix à la consommation. L'indice actuel est contesté en effet par la prise en compte de certains facteurs, par exemple les taxes d'incitation ou les impôts indirects, facteurs mis en doute par les milieux économiques. De plus, cela a un effet multiplicateur dans le calcul de l'indice. Par ailleurs, selon le traitement d'un salarié, l'indice des prix à la consommation n'est pas représentatif de ses dépenses. Dès lors, on adapte un traitement par rapport à un instrument de mesure non significatif.

Troisièmement, la politique salariale est pénalisée. Lorsqu'on examine les budgets publics à personnel égal, les variations proposées correspondent aux compensations du renchérissement, aux augmentations annuelles et parfois à la revalorisation. Avec une inflation forte, l'essentiel des améliorations et des augmentations est dévolu à la compensation du renchérissement. La gestion moderne du personnel tend à tenir compte des mérites personnels de l'employé pour déterminer son traitement annuel. Actuellement, le Conseil fédéral est bloqué pour pratiquer une politique salariale dynamique; il serait en effet intéressant pour l'employeur de marquer avec des espèces sonnantes et trébuchantes sa satisfaction. On doit se demander aujourd'hui s'il n'est pas nécessaire de modifier notre politique salariale aussi pour l'administration et les grandes régions.

Quatrièmement, les répercussions financières sont lourdes et le financement n'est pas assuré. A la fin de l'an dernier, certains responsables d'entreprises ou de collectivités publiques, par exemple quelques cantons ou communes, ont dû se rendre à l'évidence que les recettes prévisibles ne permettraient pas d'assurer la pleine compensation du renchérissement. Dans notre pays, nombre de salariés, cette année, ne touchent qu'une partie de la compensation. J'ai été étonné, dans ce débat, de n'entendre personne évoquer les consé-

quences financières des décisions que nous sommes appelés à prendre.

En calculant le total des salaires de la Confédération, des PTT et des CFF, je constate que, pour un total de 11 milliards de francs de salaires, un pour cent de compensation, soit environ 110 millions, doivent être trouvés. A ce jour, il ne me paraît pas certain que les ressources de la Confédération, des PTT et des CFF soient suffisantes pour engager de telles dépenses. Or, me semble-t-il, au moment de prendre une décision, il est nécessaire d'assurer le financement des mesures envisagées.

Le groupe libéral accepte d'entrer en matière, car il est indispensable de fixer la manière de compenser le renchérissement. Mais les considérations de tout à l'heure conduisent le groupe libéral à soutenir les propositions de minorité pour les articles premier et 2. En effet, il est nécessaire de tenir compte de l'environnement économique pour fixer la compensation du renchérissement. Au cas où le secteur privé connaîtrait à nouveau une conjoncture plus favorable, il serait aberrant de ne pas accorder une pleine compensation. Par contre, en cas de difficultés persistantes dans le secteur privé, il serait tout aussi inconvenant de ne pas prendre des mesures limitant la compensation du renchérissement.

Il ne s'agit nullement d'opposer les secteurs privé et public. Au contraire, il est indispensable que les pratiques salariales soient convergentes. En adoptant une telle attitude, nous contribuerons à limiter l'inflation qui représente un véritable cancer de l'économie.

Nous sommes conscients que pratiquer une compensation partielle du renchérissement impose des sacrifices pénibles. Certains les ont déjà acceptés dans plusieurs secteurs; il est possible que d'autres doivent également y consentir. Il faut être conscient que c'est peut-être à ce prix-là que l'économie retrouvera sa vigueur et sa compétitivité.

En ce qui concerne l'article 2, alinéa 1bis, fixant une compensation dégressive, le groupe libéral ne soutient pas cette proposition, car il craint qu'une telle pratique aboutisse à un nivellement des salaires. Aussi nous vous invitons à la rejeter.

Dernière considération: M. Borel François veut transformer notre Parlement en une chambre d'enregistrement. Certes, le Conseil fédéral et les associations du personnel se sont mis d'accord au sujet du texte proposé. Nous considérons que le Parlement conserve toute liberté par rapport à cet accord. Affirmer qu'il s'agit d'un accord paritaire que nous devons accepter réduirait notre rôle à celui d'une chambre d'enregistrement.

**David:** Ich glaube, eine Erklärung muss noch abgegeben werden. Wenn die Auto-Partei Nichteintreten beantragt, dann schafft sie die Rechtsgrundlage für den Teuerungsausgleich ab; damit würde gar nichts ausbezahlt, weder Gewinnanteil noch leistungsbezogene Anpassung. Darüber müssen wir uns im klaren sein; das ist nicht gesagt worden. Ich fordere die Auto-Partei auf, mindestens eine Alternative zu formulieren, wenn sie hier andere Lösungen vorschlagen will.

**M. Darbellay, rapporteur:** Nous constatons avec plaisir que l'ensemble du projet est accepté. En ce qui concerne les propositions de minorité, nous aurons l'occasion d'y revenir.

On a relevé le rôle des partenaires sociaux et son influence sur la paix du travail, de même que la qualité des employés de la Confédération, ce qui est de bon augure. On a souligné également que l'indexation est un facteur d'inflation. Ici, il faut remettre les choses à leur place: au moment où l'on compense le renchérissement, c'est qu'il a déjà eu lieu. La compensation intervient toujours avec un certain retard, elle n'est jamais complète. Il ne faut donc pas confondre les causes avec les conséquences de l'inflation.

Je tiens à m'exprimer spécialement sur la proposition de non-entrée en matière présentée par M. Steinemann. En effet, ainsi que l'a dit M. David, si nous n'entrons pas en matière, rien ne permet de modifier les salaires au 1er janvier 1993. Or, quelqu'un imagine-t-il que, si dans tous les milieux professionnels et de l'économie, privée ou publique, on entre dans l'année 1993 avec des salaires différents, la Confédération pourrait maintenir purement et simplement les salaires de l'année

1992? Non, cela signifierait la nécessité d'une nouvelle discussion entre les partenaires sociaux et, aux sessions de juin, de septembre ou de décembre, le Parlement devrait à nouveau examiner un projet d'arrêté décidant ce qui doit se passer en 1993. On en reviendrait donc au système en vigueur avant 1960, c'est-à-dire à celui des arrêtés annuels. Nous supprimons toute compétence au Conseil fédéral et je ne vois pas en quoi notre travail et les relations entre les partenaires sociaux seraient facilités.

Je vous invite par conséquent à refuser la proposition du groupe des automobilistes, présentée par M. Steinemann.

**Tschäppät Alexander, Berichterstatter:** Ich bedaure den Nichteintretensantrag der Auto-Partei. Nicht weil ich der Meinung bin, man dürfe hier nicht gegen ein Geschäft antreten, aber es ist schlechter politischer Stil, wenn eine Fraktion in einer vorberatenden Kommission vertreten ist, einen Antrag aber nicht dort stellt und so die Diskussion in der vorberatenden Kommission verweigert. Diese Art der politischen Zusammenarbeit ist ein schlechtes Beispiel für eine effiziente Kommissions- und Ratsarbeit.

Inhaltlich ist wahrscheinlich nicht mehr viel zu sagen. Wir werden auf jeden Fall mit Interesse die Modelle studieren, welche die Auto-Partei zur Einführung von Leistungslohn und Gewinnanteil beim Bundespersonal vorschlagen wird, und hoffen, dass dann auch die Verkehrspolizisten einen Leistungslohn erhalten werden!

Das Nichteintreten ist ganz sicher nicht der richtige Weg. Die abgegebenen Voten haben klar gezeigt, dass im Grundsatz niemand gegen den Teuerungsausgleich ist, wohl aber die Frage umstritten bleibt, welches System angewendet werden soll. Die Kommissionsmehrheit – ich habe das schon einmal betont – ist klar der Meinung, dass man im jetzigen Zeitpunkt kein grundsätzlich anderes Modell einführen sollte; das bisherige hat sich bewährt. Die Forderung nach mehr Flexibilisierung kann nicht einseitig über die Teuerung eingeführt werden. Der soziale Friede als Ergebnis von partnerschaftlichen Gesprächen zwischen den Arbeitnehmerorganisationen und dem Bund hat dazu geführt, dass wir in der heutigen Situation trotz fehlender Flexibilisierung beim Lohn eine einigermaßen zufriedene Beamtenschaft haben, die auch bereit ist, weiterhin motiviert im Interesse des Staates zu arbeiten.

Die Kommissionsmehrheit bittet Sie deshalb noch einmal, den Nichteintretensantrag abzulehnen und den Beschlussentwurf unverändert, wie er vom Bundesrat vorgeschlagen wird, anzunehmen.

#### *Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle*

**Miesch:** Unglaublich! Es waren elf Rednerinnen und Redner am Pult, zehn davon profitieren von einer staatlichen Regelung, sind also Staatsangestellte im weitesten Sinne. Ich mache Sie auf Artikel 3quinquies des Geschäftsverkehrsgesetzes aufmerksam: «Ratsmitglieder, deren persönliche Interessen von einem Geschäft unmittelbar betroffen sind, weisen auf diese Interessenbindung hin, wenn sie sich in einer Kommission oder im Rat äussern.» Warum wurde dies nicht getan? *(Teilweiser Beifall)*

**Bundesrat Stich:** Um der Forderung von Herrn Miesch Rechnung zu tragen, schicke ich voraus, dass ich nach der geltenden Ordnung auch Teuerungsausgleich bekomme.

Bei diesem Geschäft geht es um eine Routineangelegenheit. Die Bundesverfassung schreibt leider immer noch vor, dass das Sache des Parlaments sei. Deshalb kommt hier alle vier Jahre wieder diese Kompetenzdelegation an den Bundesrat für die Anpassung der Gehälter an die Teuerung zur Diskussion. Es ist immer eindeutig festzustellen: Je nach Tenor kann man die Wirtschaftslage abschätzen. Wenn es sehr gutgeht, spricht man allenfalls über die Anpassung des rückwirkenden Teuerungsausgleiches. Wenn es der Wirtschaft schlechtgeht, wird der Teuerungsausgleich bestritten. Aber der Bund und der Bundesrat haben die Aufgabe, dafür zu sorgen, dass der Bund eine gewisse ausgeglichene Personalpolitik betreiben kann, dass also die Bundesbeamten in guten und in schlech-

ten Zeiten wissen, woran sie sind. Die Bundesbeamten wissen, dass sie in guten Zeiten schlechter dran sind als die Privatangestellten, und sie wissen, dass sie in schlechten Zeiten vielleicht etwas besser dran sind. Das sehen wir sehr gut an den Personalfuktuationen. Es ist gesagt worden: In der Hochkonjunktur haben wir viele Abgänge, weil wir nicht mehr konkurrenzfähig sind. Heute ist die Sicherheit des Arbeitsplatzes wieder etwas wert.

Zum Nichteintretensantrag von Herrn Steinemann. Er sagt einfach: Nichteintreten! Was bedeutet das, Herr Steinemann? Es bedeutet, dass wir in den nächsten vier Jahren keine Anpassung mehr vornehmen könnten – keine! Und dann möchte ich Herrn Jenni fragen: Haben Sie in den letzten vier Jahren Ihre Preise erhöht, ja oder nein? Gar nicht?! Ein erstaunliches Geschäft! (*Heiterkeit*) Wir aber müssen auf jeden Fall dafür sorgen, dass wir auch in der Zukunft konkurrenzfähig sind. Man kann natürlich die Unterschiede zwischen Privatwirtschaft und öffentlicher Wirtschaft diskutieren. Gewinnanteile, das wurde auch schon gesagt, Herr Jenni, gibt es hier nicht zu verteilen. Ich hätte zwar etwa fünf Jahre lang gerne die Kompetenz gehabt, einen Gewinnanteil auszuschiütten – jetzt nicht mehr! Aber man kann das nicht so machen; man kann die Personalpolitik nicht von der finanziellen Lage eines öffentlichen Haushaltes abhängig machen, das geht nicht, das ist nicht möglich. Auch bei der Konjunkturlage soll man nicht falsche Signale setzen. Man soll nicht, wenn es schlechtgeht, alles tun, um es noch schlechtergehen zu lassen. In einer schwierigen Situation spielt die Aufrechterhaltung der Kaufkraft eine wesentliche und eine wichtige Rolle. Davon profitieren letztlich auch die Privatwirtschaft und die privaten Arbeitnehmer. Seien Sie also nicht so apodiktisch mit Ihrem Antrag, auf den Bundesbeschluss nicht einzutreten. Mit einem Nein baut man nichts auf, man verweigert nur. Mit einem Nein findet man keine Lösungen. Es braucht einmal ein Ja. Ich denke, dass es hier nicht ohne weiteres möglich ist, die Privatwirtschaft nachzuahmen. Wenn Sie diese Flexibilität haben möchten, müssten Sie eigentlich den Titel dieses Bundesbeschlusses ändern, dann müssten Sie sagen «Gehaltsanpassungen beim Bundespersonal», damit der Bundesrat grundsätzlich die Gehälter anpassen könnte. Ob es dann Realloohnerhöhungen wären oder ein Teuerungsausgleich, wäre eine andere Frage. Dieser Unterschied wird heute in der Privatwirtschaft nicht mehr so extrem gemacht.

Ich erwähne ein Beispiel: Die Banken gewähren 1992 4 Prozent Teuerungsausgleich, zusätzlich 1 Prozent Realloohnerhöhung und 1 Prozent individuelle Realloohnerhöhung, total 6 Prozent. Beim Bund ist das nicht möglich, weil Sie sich die Kompetenz für die Realloohnerhöhungen vorbehalten haben. Wenn Sie wollen, dass wir leistungsfähiger, dass wir flexibler werden, müssen Sie nicht Nichteintreten beantragen, dann müssen Sie beantragen, dass die ganze Kompetenz für die Anpassung der Löhne an den Bundesrat zu übertragen sei. Das wäre die zweckmässigste Lösung. Wir haben nicht gewagt, Ihnen diesen Vorschlag zu unterbreiten, das muss ich gestehen. Aber wir werden Ihnen in diesem Jahr noch eine Abänderung des Beamtengesetzes unterbreiten, um etwas mehr Flexibilisierung zu erhalten. Dort möchten wir dann auch die Leistungsentlohnung einführen. Aber die Leistungsentlohnung – das sei gesagt – hat auch ihre Grenzen. Ich denke, dass gerade die Auto-Partei nicht besonders glücklich wäre, wenn beispielsweise in den Kantonen die Polizei nach den Bussen bezahlt würde. Das wäre sicher nicht das, was sie sich wünscht. So muss man auch bei der Leistungsentlohnung sehen – das ist in der Privatwirtschaft nicht anders als beim Bund –, dass es gewisse Grenzen gibt. Die Bäume wachsen auch hier nicht in den Himmel. Die Schweizer leben nicht vom Lohn allein, sondern auch noch vom Vergleich. Deshalb bitte ich Sie, auf die Vorlage einzutreten und den Nichteintretensantrag sowie die übrigen Anträge abzulehnen. Zu letzteren werde ich später Stellung nehmen.

**Steinemann:** Mein Nichteintretensantrag, das habe ich schon gesagt, richtet sich nicht gegen qualifizierte und gut arbeitende Beamte und bedeutet auch nicht, Herr Stich, dass vier

Jahre nichts passieren kann. Die Unterbreitung von Vorschlägen und die Grundlagenbeschaffung sind Aufgaben der Verwaltung. Wir haben einen Ansatz aufgezeigt. Aber wenn es dazu einen Auftrag von uns braucht, sind wir gerne bereit, einen parlamentarischen Vorstoss als Starthilfe zu geben.

Bei der jetzigen Nivellierung fehlt nämlich jeder Leistungsanreiz. Der Tüchtige muss sich betrogen vorkommen und wird zur Leistungsreduktion animiert. Ich finde, unser Vorschlag sollte geprüft werden. Wir sind auch nicht generell gegen Lohnanpassungen, sofern die Situation es erlaubt und die Konkurrenzfähigkeit zur Privatwirtschaft erhalten werden muss. Ich bitte, das zu beachten.

Nichteintreten zu beantragen, ist unserer Meinung nach unser volles Recht hier im Saal und zeugt überhaupt nicht von politisch schlechtem Stil. Es geht hier auch nicht um Routinearbeit, respektive es soll nicht darum gehen. Ich habe am Anfang klar gesagt, warum ich heute den Nichteintretensantrag vertrete und dass ich diesen in der Kommission noch nicht stellen konnte, weil ich ja das Resultat nicht kannte und nicht generell – wie schon gesagt – gegen eine Anpassung der Löhne bin.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Kommission (Eintreten)	160 Stimmen
Für den Antrag Steinemann (Nichteintreten)	11 Stimmen

*Detailberatung – Discussion par articles*

**Titel und Ingress**

*Antrag der Kommission*  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Titre et préambule**

*Proposition de la commission*  
Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

**Art. 1**

*Antrag der Kommission*  
*Mehrheit*  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Minderheit*

(Fritschi Oscar, Aubry, Fischer-Seengen, Heberlein, Nebiker, Seiler Hanspeter, Steinemann)

*Titel*

Ermächtigung

*Abs. 1*

Der Bundesrat wird ermächtigt, zur Wahrung der Kaufkraft einen angemessenen Teuerungsausgleich auf die Bezüge der Beamten, ihrer Hinterbliebenen und der Rentner des Bundes auszurichten.

*Abs. 2–4*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 1**

*Proposition de la commission*  
*Majorité*  
Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Minorité*

(Fritschi Oscar, Aubry, Fischer-Seengen, Heberlein, Nebiker, Seiler Hanspeter, Steinemann)

*Titre*

Autorisation

*Al. 1*

Le Conseil fédéral est autorisé à accorder aux fonctionnaires, à leurs survivants et aux rentiers de la Confédération une compensation du renchérissement qui permet de maintenir le pouvoir d'achat de leur rétribution.

*Al. 2–4*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Fritschi Oscar**, Sprecher der Minderheit: Der bisherige Artikel 1 des Bundesbeschlusses stipuliert einen Anspruch der Beamten auf den Teuerungsausgleich. Der Minderheitsantrag will Absatz 1 von Artikel 1 durch eine Formulierung ersetzen, die den Bundesrat zur Ausrichtung eines Teuerungsausgleichs ermächtigt, aber nicht in jedem Fall verpflichtet.

Vorerst einmal, was bezweckt dieser Minderheitsantrag zu Artikel 1 Absatz 1 nicht?

1. Es geht nicht darum – da kann ich Herrn Borel François beruhigen – als mittelalterlicher Poltergeist herumzugeistern, und es geht auch nicht darum, als sozialpolitischer Eisenfresser anzutreten oder gar die Sozialpartnerschaft tangieren zu wollen. In der Eintretensdebatte sind diesbezüglich einige Dramatisierungsversuche unternommen worden, die am wirklichen Stärkeverhältnis in dieser Sozialpartnerschaft völlig vorbeigehen.

2. Ich bin sehr wohl auch der Meinung, dass jeder Arbeitgeber, also auch der Bund, alles Interesse hat, seine Arbeitnehmerinnen und seine Arbeitnehmer im Rahmen seiner Möglichkeiten gut zu halten.

3. Ich bin der Auffassung, dass der Ausgleich der Kaufkraft erwünscht ist und demnach die Gewährung des vollen Teuerungsausgleichs, wenn wirtschaftlich verkraftbar, die Regel sein soll.

4. Schliesslich ziehe ich mit dem Minderheitsantrag nicht darauf ab, generell Ansprüche des Bundespersonals in Frage zu stellen oder – ein besonders weit hergeholt Vorwurf – die Gleichbehandlung der Beamten gefährden zu wollen.

Umgekehrt: Was bezweckt nun aber dieser Minderheitsantrag?

Es geht darum, dass bei aller Einsicht in die Unterschiede sich der Staat mehr als bisher dem Verhalten der Privatwirtschaft angleicht. Wenn er sich schon auf vier Jahre hinaus festlegt – bei der jetzigen Konjunkturlage eine lange Zeit –, muss klargestellt werden, dass ein Anspruch auf vollen Teuerungsausgleich – geschehe konjunkturell, was möge – nicht ein unverrückbares, ehernes Gesetz sein kann. Es geht darum zu zeigen, dass auch der Staat – in Zeiten, da in der Privatwirtschaft eine zunehmende Abkehr von starren Indexautomatismen und andererseits eine Aufwertung individueller Leistung zu beobachten ist – die Bereitschaft zu einer gewissen Flexibilisierung zeigt. Denn in einer Wettbewerbsgesellschaft kann es letztlich für niemanden, weder für Arbeitnehmer noch für Arbeitgeber, einen absoluten Anspruch auf Wahrung des Besitzstandes geben.

Wie wird nun diese Flexibilisierung erreicht? Das geschieht am besten dadurch, dass in Artikel 1 Absatz 1 des Bundesbeschlusses klar und deutlich festgehalten wird, was der Bundesbeschluss seiner Natur nach ist: ein Ermächtigungsgesetz.

In diesem Bundesbeschluss wird eine Kompetenzverschiebung vom Parlament zum Bundesrat vorgenommen, indem dieser ermächtigt wird, den Teuerungsausgleich selber vorzunehmen. Genau das sagt der Minderheitsantrag zu Artikel 1 Absatz 1, der damit nur schon formell wohl besser passt als die bisherige Formulierung. Jedenfalls wirkt es ziemlich systemfremd, wenn ein Ermächtigungsgesetz damit beginnt, dass Rechtsansprüche Dritter formuliert werden. Die Formulierung einer Kompetenznorm heisst nicht – und das glaubt im Ernst ja auch niemand –, dass der Bundesrat künftig nach Belieben über den Teuerungsausgleich befinden und vor allem, dass er ohne Not kürzen würde. Aber der Bundesrat wird durch die Formulierung so in die Verantwortung eingebunden, dass er die wirtschaftliche Machbarkeit des Teuerungsausgleichs in seine Überlegungen miteinbeziehen muss – genau darum geht es.

Wenn Sie auch den Minderheitsantrag Fischer-Seengen zu Artikel 2 Absatz 1 annehmen – und insofern besteht ein Konnex zwischen den beiden Anträgen –, liefern Sie dem Bundesrat zusätzlich die Leitplanken mit, innerhalb deren er von seiner Ermächtigung Gebrauch machen soll.

Herr Bundesrat Stich hat sich meinem Versuch, das Wort «Anspruch» aus dem Bundesbeschluss zu entfernen, mit dem Argument entgegengestellt, der Begriff «Anspruch» sei gewissermassen das Schlüsselwort im Beamtengesetz und seine

klare Definierung in allen Punkten stelle die Gleichbehandlung aller erst sicher. Was den zweiten Vorhalt anbetrifft, wird mit meinem Antrag sicher niemand ungleich behandelt. Es geht mir aber vor allem um den ersten Punkt. Anspruch nach Beamtengesetz soll man auf den Ortszuschlag, die Sonderzulage und das Dienstaltersgeschenk haben. Der Ausgleich der Teuerung jedoch kann nicht in gleicher Weise ein fixer Anspruch sein, sondern muss letztlich von der wirtschaftlichen Machbarkeit abhängen – und das soll im Gesetz deutlich gesagt werden.

Im Sinne dieser angestrebten Flexibilisierung bitte ich Sie, meinem Minderheitsantrag zu Artikel 1 Absatz 1 und nachher auch dem Minderheitsantrag Fischer-Seengen zu Artikel 2 Absatz 1 zuzustimmen.

**Vollmer:** Ich bitte Sie im Namen der SP-Fraktion, den Antrag der Minderheit Fritschi Oscar abzulehnen.

Herr Fritschi hat in seiner Begründung ausgeführt, er möchte keine Ansprüche in Frage stellen, und weiter dargelegt, weshalb es wichtig sei, bei Artikel 1 von diesem «Anspruch» abzuweichen und den Bundesrat nur noch zu ermächtigen, die Teuerung auszugleichen.

Wir sind der Auffassung, dass es sich hier um ein Schlüsselproblem handelt. Wenn wir den Minderheitsantrag Fritschi Oscar annehmen, bedeutet das, dass wir ein Ermächtigungsgesetz machen. Wir stellen damit den Grundsatz des Teuerungsausgleichs in Frage und öffnen Tür und Tor für alle Pressionen auf den Bundesrat, den Teuerungsausgleich nicht zu gewähren, weil er eben nicht mehr verpflichtet wäre, kein Anspruch mehr bestünde und er nurmehr eine Kompetenz hätte. Was bedeutet diese Kompetenz? Sie bedeutet, dass je nach wirtschaftlicher Situation mehr oder weniger Druck ausgeübt wird; Verhältnisse, die in irgendeiner Branche herrschen, könnten, ohne vergleichbar zu sein, auf das Bundespersonal übertragen werden.

Herr Fritschi hat begründet, man müsse den Teuerungsausgleich und den Index entkoppeln und eine grössere Flexibilität herstellen. Verwechseln wir hier aber nicht das Problem der Flexibilität im Bereich der Beamtenbesoldungen mit der Erhaltung der Kaufkraft, die wir den Bundesbediensteten aufgrund ihrer Gehälter zusichern wollen! Eine Art Flexibilität ist beispielsweise bei der letzten Reallohnerhöhung eingeführt worden, indem ein Leistungselement eingebaut wurde und nicht mehr automatisch alle Beamten in den Genuss der Massnahme kamen. Wir sollten mit dem Zauberwort «Flexibilität» nicht etwas Bewährtes in Frage stellen, das ökonomisch, sozial- und personalpolitisch von grosser Bedeutung ist. Wir brauchen beim Bund motivierte Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter. Es wäre aber schlechte Politik, aus einer ideologischen Verbrämung und einer Laune heraus, der Versuchung zu erliegen, in der Flexibilität das Heil für die Gesellschaft und die Wirtschaft zu sehen und unsere Personalpolitik aufs Spiel zu setzen.

Überlegen Sie es gut. Der Minderheitsantrag Fritschi Oscar bedeutet, dass man für die Zukunft Pressionen Tür und Tor öffnet und vom Anspruch auf den Teuerungsausgleich abgeht. Wenn der Bundesrat konsequent im Sinne des Antrags der Minderheit Fritschi Oscar vorgehen müsste, wäre nicht einzusehen, warum wir diesen Bundesbeschluss noch auf vier Jahre befristen. Man könnte dann sagen, es handle sich um eine Ermächtigung, sie sei ins Beamtengesetz aufzunehmen. Nach Lust und Laune könnte man dann, je nachdem, wie die Gewichte im Bundesrat verteilt sind, Personalpolitik machen.

Genau das wollte aber das Parlament selber nicht, indem es im Beamtengesetz festgeschrieben hat, dass das eine Kompetenz des Parlamentes ist. Wir nehmen diese Kompetenz jetzt wahr, indem wir nun hier, wie alle vier Jahre, unserem Personal wieder die Kaufkraftsicherung zubilligen.

Noch eine Bemerkung an die Adresse von Herrn Fischer-Seengen, der in der Eintretensdebatte gesagt hat, es sei gar nicht so wichtig, dass wir hier jetzt einen festen Ausgleich für das ganze Personal vorsähen. Anstatt die Teuerung auszugleichen, könne man diejenigen, denen man das wirklich geben wolle, befördern. Herr Fischer-Seengen, offenbar haben Sie sich noch nie mit den personalrechtlichen Zusammenhän-

gen im Bund auseinandergesetzt. Man kann die Leute nicht einfach beliebig befördern. Es gibt wohl einige Kategorien von Chefbeamten, die man beliebig befördern kann, richtig! Aber das grosse Heer der Beamten ist in bestimmte Besoldungsklassen eingeteilt, in bestimmte Einreihungen. Vor allem das handwerkliche Personal, das Hilfspersonal, aber auch die grosse Zahl der Beamtinnen und Beamten, die beim Bund die grosse Arbeit leisten, sind heute weitgehend am Limit ihrer Lohnklasseneinteilung angelangt. Sie kann der Bundesrat nicht einfach befördern; dem würden ganz klare gesetzliche Vorschriften entgegenstehen.

Ich warne Sie nochmals eindringlich davor, dieser politischen Laune jetzt einfach freien Lauf zu lassen und zu meinen, wir könnten damit ein Zeichen setzen. Wir setzen damit höchstens ein falsches Zeichen, ein falsches Signal. Wir setzen ein Signal gegen die Kaufkraftsicherung und damit auch gegen die Würdigung der Verdienste unseres Bundespersonals. Wir müssen gerade in schwierigen Zeiten dafür sorgen, dass wir ein gut motiviertes Personal haben.

Ich bitte Sie deshalb, den Minderheitsantrag Fritschi Oscar abzulehnen. Es ist ein Antrag, der eigentlich den ganzen Grundsatz – von A bis Z – in Frage stellt. Es ist nicht der Moment, über diese Dinge zu diskutieren. Das können wir – wenn es gewünscht wird – bei der Revision des Beamtengesetzes tun. Aber wir können nicht aus einer politischen Zwängerei heraus jetzt diesen Minderheitsantrag gutheissen und damit einen verheerenden Prozess in Gang setzen, der dann auch auf andere Branchen übergreifen kann. Niemand kann ein Interesse daran haben, den sozialen Frieden in Frage zu stellen. Das aber wäre der Fall, wenn wir jetzt – ideologisch verbrämte unter dem Stichwort «Flexibilität» – den Teuerungsausgleich in Frage stellen.

**David:** Herr Fritschi Oscar möchte dem Minderheitsantrag Kompetenzen des Parlamentes an den Bundesrat abtreten. An sich ist es durchaus diskutabel, Kompetenzen an den Bundesrat abzutreten, wenn man zur Auffassung kommt, der Bundesrat könne ein bestimmtes Problem besser lösen als das Parlament, weil es zu schwerfällig sei. Die Idee ist also durchaus zu diskutieren, ob dem Bundesrat in Personalangelegenheiten mehr Kompetenzen eingeräumt werden sollen. So weit kann ich mit Herrn Fritschi einiggehen.

Wenn wir aber die Frage der Kompetenzaufteilung zwischen Bundesrat und Parlament in Angelegenheiten des öffentlichen Personals diskutieren, dann müssen wir das grundsätzlich tun; dann müssen wir alle Kompetenzen, auch die positiven und nicht nur die negativen, an den Bundesrat abtreten. Man kann also das Geschäft nicht, nur wenn es um Kürzungen geht, an den Bundesrat abschieben und ihn ermächtigen zu kürzen, ohne ihm auch die Ermächtigung zu geben zu erhöhen. Damit versetzte man den Bundesrat in die unangenehme Lage, dem Personal die schlechten Nachrichten mitzuteilen, währenddem sich das Parlament die Kompetenz vorbehalten würde, dem Personal die guten Nachrichten mitzuteilen, wenn es um Reallohnanpassungen geht.

Wir müssen ein System haben, das logisch ist, bei dem wir demjenigen, der beim Bund die Arbeitgeberfunktion wahrnimmt, alle Kompetenzen bezüglich der Lohnbedingungen einräumen. Auch in der Privatwirtschaft ist es nicht so, dass die Kompetenzen aufgeteilt werden. Das Arbeitsverhältnis muss auf lange Sicht betrachtet werden; einmal gibt es gute Zeiten, einmal gibt es schlechte Zeiten. Derjenige, der darüber befindet, soll alle Möglichkeiten haben und alles in Erwägung ziehen können.

Der Minderheitsantrag Fritschi Oscar will nur in einem speziellen Bereich eine Ausnahme machen. Er will nur die Kompetenz zur Kürzung des Teuerungsausgleichs dem Bundesrat zuschieben. Das ist nicht der richtige Weg. Solange wir im jetzigen System sind, sollten wir dieses gesamthaft beibehalten. Wir sind aber auch der Meinung, dass bei der Revision des Beamtengesetzes durchaus darüber diskutiert werden kann, wie die Kompetenzen zwischen Bundesrat und Parlament in Personalangelegenheiten aufgeteilt werden sollen.

Es wäre ehrlicher, Herr Fritschi, Sie würden selbst den Antrag stellen, der Teuerungsausgleich sei nicht oder nur teilweise zu

gewähren. Dann übernehmen wir als Parlament die Verantwortung für den Entscheid. Aber die Dinge einfach dem Bundesrat zuzuschieben, ist meines Erachtens zu einfach. Ich bitte Sie daher, dem Antrag der Kommissionsmehrheit zuzustimmen.

**Mme Aubry:** Le groupe radical soutient la proposition de M. Fritschi Oscar. C'est d'ailleurs une proposition de la minorité de la commission et elle a son importance.

En effet, si nous acceptons l'arrêté fédéral concernant la compensation du renchérissement accordée au personnel fédéral, nous déplaçons le pouvoir du Parlement en la matière au Conseil fédéral. La formulation de cette proposition est potestative et n'oblige aucunement le Conseil fédéral, si la situation économique ne le permet pas, à accorder une totale compensation du renchérissement aux fonctionnaires. Cette formulation potestative, qui dérange certains, ne remet pas en question une loi – elle n'est pas la première qui a une telle expression – elle permet au contraire la réflexion et l'adaptation. Nous ajouterons qu'elle est mesurée, bien qu'elle brise la routine.

Nous exigeons aussi que le Conseil fédéral prenne ses responsabilités et des décisions. Ce n'est pas, comme le pense M. Borel François, une conception moyenâgeuse, au contraire, elle est réaliste. Pourquoi, à nos yeux, une telle précision semble-t-elle indispensable? La situation économique, depuis quelques mois, a subi un frein sérieux, au point d'avoir le plus haut taux de chômage depuis 1935. L'économie privée a pris en compte cette situation inquiétante en accordant une compensation très mesurée et encore selon les secteurs. C'est une telle adaptation à la situation économique qu'on attend de la Confédération et non un automatisme, année après année, selon l'indice des prix et sans tenir compte d'autres facteurs qui pourraient toucher gravement certains secteurs du pays. La proposition de minorité Fritschi fait donc appel à la sagesse et à la compréhension du Conseil fédéral, mais également à la vôtre, chers collègues. Nous voulons, par cette proposition, éviter la crise dans la crise ainsi que les confrontations dans le futur, comme c'est le cas actuellement à Genève. Une autre question se pose: l'Etat doit-il toujours donner l'exemple en matière d'inflation? Doit-il précéder l'économie privée? Cette dernière d'ailleurs s'essouffle et la Confédération, les cantons et les communes ne sont pas en meilleure posture. Alors que le secteur privé doit se restructurer pour survivre, comprimer les coûts, rationaliser pour être concurrentiel, la Confédération augmente sans cesse le nombre de ses fonctionnaires. J'admets, Monsieur le Conseiller fédéral, que ses tâches augmentent, et souvent d'ailleurs par notre faute puisque nous augmentons également le nombre des lois. Alors que dans l'économie privée les employés et les travailleurs n'ont pas une place à vie mais doivent aussi s'adapter à l'évolution des techniques et des besoins, de telles exigences sont beaucoup moins demandées pour les fonctionnaires fédéraux qui, eux, en plus, ne connaissent pas le chômage. Il y a donc une disparité et l'Etat se doit de donner l'exemple en la matière. Il n'est pas question, comprenez-moi bien, de remettre en cause le statut des employés de la Confédération, mais bien de l'adapter aux fluctuations économiques. Cela semble nécessaire.

L'inflation dont nous souffrons et qui fait sourire nos voisins pourrait peut-être être mieux jugulée si le Conseil fédéral apportait un certain assouplissement dans les automatismes d'indexation.

C'est cette possibilité et cette précision qu'apporte la proposition Fritschi et, au nom du groupe radical, je vous demande de la soutenir.

**M. Darbellay,** rapporteur: M. Fritschi Oscar l'a déclaré ici, il admet la nécessité d'une réadaptation régulière des salaires au renchérissement, mais il postule une plus grande flexibilité. Une première question: quelle est la flexibilité dont on dispose aujourd'hui? Chaque année, le Conseil fédéral doit apprécier la situation et fixer le renchérissement en fonction du taux en vigueur au début de l'année suivante. Le Conseil fédéral l'a fait avec prudence puisqu'en 1991 ce taux de renchérissement a été limité à 4,5 pour cent. On peut constater, à la page 8 du

message, que chaque année cette appréciation a été faite de manière prudente. En effet, «en 1990, alors que l'indice de 1977 se situait à 151,6, les employés de la Confédération ont reçu un salaire limité à 148,3 points», soit 3,3 points de déficit qui n'ont jamais été rattrapés. On pourrait donner encore d'autres exemples. Il y a flexibilité; jusqu'à maintenant elle a donné satisfaction. La commission vous invite à poursuivre dans ce sens.

Si nous augmentons cette flexibilité en fonction de la proposition de M. Fritschi, le Conseil fédéral aurait davantage de liberté de manoeuvre. Chaque année auraient lieu davantage de discussions, et on peut imaginer les pressions exercées des deux côtés, soit par ceux qui ne voudraient pas ou peu d'augmentations, soit par ceux qui exigeraient la compensation complète. L'expression «partenaires sociaux» signifie, dans le cas particulier, Conseil fédéral et syndicats du personnel. Si l'on donne plus de possibilités au Conseil fédéral, il faut admettre qu'il en soit de même pour les syndicats du personnel.

Il a été relevé également qu'il serait injuste de donner la possibilité au Conseil fédéral d'agir seulement dans le sens d'une diminution de la valeur effective des salaires. Je rappelle que compensation signifie purement et simplement maintien du pouvoir d'achat, et non augmentation. Si l'on veut accroître les compétences du Conseil fédéral concernant les réductions de salaires, il faudrait aussi le faire dans le cas des améliorations. Lors du présent débat, on a rappelé à souhait qu'on devrait davantage tenir compte des prestations pour établir le salaire. Oui, nous le prévoyons dans le règlement du personnel. Une motion a été présentée dans ce sens. Mais ce n'est pas le lieu, au moment où nous traitons du renchérissement, de parler des prestations.

Conformément à la commission, qui a pris sa décision par 15 voix contre 7, je vous invite vivement à rejeter la proposition de minorité Fritschi Oscar.

**Tschäppät** Alexander, Berichterstatter: Die Kommissionsmehrheit beantragt Ihnen, dem Bundesrat zu folgen.

Das ganze Beamtengesetz basiert ebenfalls auf dem Anspruchsbegriff. Ich möchte hier z. B. an Artikel 40 erinnern, der den Anspruch auf eine ordentliche Besoldungserhöhung regelt, oder an Artikel 41 über den Anspruch auf eine ausserordentliche Besoldungserhöhung. Von diesem Begriff abzuweichen ist daher falsch und läuft auch der Systematik des Beamtengesetzes zuwider.

Der Antrag zielt – und das sei hier klar festgehalten – in eine gefährliche Richtung. Er will – das hat Herr David schon ganz klar gesagt – indirekt den Teuerungsausgleich in Frage stellen, indem er die Kompetenzen vom Parlament an den Bundesrat weitergibt. Das müsste an und für sich politisch kein Problem sein. Die Zielrichtung dieses Minderheitsantrages geht aber natürlich viel weiter. Er bezweckt letztendlich einseitig die Abschaffung des Teuerungsausgleichs. Dies wird zu mehr Pressure auf den Bundesrat und zu mehr Unsicherheit für das Bundespersonal führen. Letztendlich werden die Spiesse ungleich lang werden, weil dem Bundesrat nur die Kompetenz für die Ausrichtung eines Teuerungsausgleichs, nicht aber die übrigen Elemente für eine volle Flexibilisierung gegeben werden sollen.

«Anspruch» bedeutet beamtenrechtlich, dass jeder Beamte bei pflichtgemässer Dienstleistung auch gleich zu behandeln ist. Es ist also in dem Sinne eine qualitative Norm, die es ausschliesst, dass willkürlich zugunsten oder zuungunsten eines Beamten entschieden wird. Der Ausdruck «Anspruch» in Artikel 1 besagt nicht – das sei nun wirklich allen gesagt –, dass der einzelne Beamte ein wohlverworbenes Recht auf einen Teuerungsausgleich hat; Artikel 2 umschreibt im Detail, wann und wie dieser Teuerungsausgleich auszurichten ist: Der Ausdruck «Anspruch» ist als qualitatives Element in dem Sinne zu verstehen, dass, falls ein Teuerungsausgleich in einer bestimmten Höhe gemäss Artikel 2 beschlossen wird, jeder Beamte das Recht auf eine Gleichbehandlung hat. In der Kommission ist der Grundsatz des Teuerungsausgleichs nicht bestritten worden. Wenn also im jetzigen Zeitpunkt das geltende Modell des Teuerungsausgleichs anerkannt wird – alle Frak-

tionen haben sich in dieser Richtung geäussert –, so ist es nur konsequent, den Antrag der Kommissionsminderheit abzulehnen. Die Kommission hat denn auch mehrheitlich – mit 15 zu 7 Stimmen – Ablehnung empfohlen.

**Bundesrat Stich:** Ich bitte Sie auch, den Minderheitsantrag Fritschi Oscar abzulehnen. Es steht nicht so sehr die Ermächtigung an den Bundesrat, die Kompetenzdelegation, zur Diskussion, sondern der Inhalt des Bundesbeschlusses, konkret der Teuerungsausgleich zur Wahrung der Kaufkraft der Beamtengehälter. Hier ist der Grundsatz festgelegt, dass die Beamten einen Anspruch darauf haben, dass ihre Gehälter auch in der Zukunft ihre Kaufkraft behalten. Wollen Sie diesen Grundsatz aufheben? Es wurde richtigerweise gesagt: Es ist nur die Ermächtigung an den Bundesrat, das so zu machen, wie es sich die Befürworter vorstellen. Der Bundesrat hätte beispielsweise keine Ermächtigung, weit über den Stand des Index hinauszugehen. Das hätte er offensichtlich nicht. Ich bitte Sie deshalb, diesen Minderheitsantrag abzulehnen.

Hier geht es wirklich um den Grundsatz – der in der Schweiz zur Erhaltung des sozialen Friedens und zur Erhaltung motivierter Mitarbeiter relativ viel wert ist –, die Kaufkraft der Löhne wenn immer möglich zu erhalten; dies im Interesse nicht nur der Beamten, sondern der ganzen Wirtschaft. Ich bitte Sie, den Minderheitsantrag abzulehnen.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit	82 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	65 Stimmen

## Art. 2

*Antrag der Kommission*

*Titel*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Abs. 1*

*Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Minderheit I*

(Fischer-Seengen, Aubry, Fritschi Oscar, Heberlein, Leu Josef, Nebiker, Seiler Hanspeter, Steinemann, Zölch)

Der Teuerungsausgleich wird vom Bundesrat aufgrund der jeweiligen Lebenskosten, der konjunkturellen Lage, der Lohnentwicklung in der Wirtschaft, der Auswirkungen auf die Preise und der finanziellen Situation des Bundes auf den 1. Januar ....

*Abs. 1bis (neu)*

*Mehrheit*

Ablehnung des Antrages der Minderheit

*Minderheit II*

(Seiler Hanspeter, Bühlmann, Diener, Nebiker, Ruckstuhl, Ruf)

Der Teuerungsausgleich kann degressiv ausgestaltet werden.

*Abs. 2, 3*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

## Art. 2

*Proposition de la commission*

*Titre*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Al. 1*

*Majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Minorité I*

(Fischer-Seengen, Aubry, Fritschi Oscar, Heberlein, Leu Josef, Nebiker, Seiler Hanspeter, Steinemann, Zölch)

La compensation du renchérissement est fixée par le Conseil fédéral pour le 1er janvier au prorata de la rétribution déterminante, compte tenu chaque fois du coût de la vie, de la situation conjoncturelle, de l'évolution des salaires dans l'économie, des effets sur les prix et des conditions financières de la Confédération; elle est versée mensuellement.

*Al. 1bis (nouveau)**Majorité*

Rejeter la proposition de la minorité

*Minorité II*

(Seiler Hanspeter, Bühlmann, Diener, Nebiker, Ruckstuhl, Ruf)

La compensation du renchérissement peut être fixée d'une façon dégressive.

*Al. 2, 3*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Titel – Titre**Angenommen – Adopté**Abs. 1 – Al. 1*

**Fischer-Seengen**, Sprecher der Minderheit I: Ich habe bereits in meinem Eintretensvotum angetönt, worum es geht: Der Bundesrat soll bei der jährlichen Bemessung des Teuerungsausgleichs mehr Spielraum, mehr Flexibilität, haben als bisher. Artikel 2 Absatz 1 sieht als einziges Kriterium zurzeit die jeweiligen Lebenskosten, d. h. den Lebenskostenindex, vor. Das ganze übrige – vor allem das wirtschaftliche – Umfeld kann nicht berücksichtigt werden.

Die Minderheit ist nun der Auffassung, dass die Weiterführung starrer Indexautomatismen in der staatlichen Lohnpolitik gerade angesichts der angespannten Konjunkturlage nicht mehr zugänglich ist. Nicht nur grosse Teile der Privatwirtschaft, sondern auch Kantone und Gemeinden sind von diesem verhängnisvollen Automatismus abgekommen. Ich habe in der Eintretensdebatte das Beispiel des Kantons Bern erwähnt, der hier einen andern Weg gewählt und dafür gesorgt hat, dass auf dem Platz Bern nun unterschiedliche Ansätze für Bedienstete im öffentlichen Dienst geschaffen wurden.

Der Lebenskostenindex soll durchaus ein Kriterium bleiben, aber nicht das einzige. Vielmehr soll der Bundesrat die Möglichkeit haben, weitere Kriterien bei der Bemessung zu berücksichtigen. So sollen die konjunkturelle Lage und das allgemeine wirtschaftliche Umfeld in die Ueberlegungen miteinbezogen werden. Der Bund soll nicht als Insel aus dem wirtschaftlichen Geschehen herausragen, sondern als Teil der gesamten Volkswirtschaft verstanden werden und entsprechend handeln. Dazu gehört auch die Lohnentwicklung in der Wirtschaft. Der Bund soll auch auf das Rücksicht nehmen, was bei Lohnanpassungen in der Wirtschaft, aber auch in den anderen öffentlichen Betrieben geschieht. Eine isolierte Betrachtungsweise ohne Berücksichtigung dessen, was ausserhalb geschieht, ist nicht zeitgemäss.

Der Bundesrat soll weiter die Möglichkeit haben, Auswirkungen des Teuerungsausgleichs – vor allem in seiner Funktion als Beispiel für andere öffentliche Betriebe – auf die Preise und damit auf die Konkurrenzfähigkeit der Wirtschaft zu berücksichtigen.

Schliesslich ist auch der Lage der Bundesfinanzen Rechnung zu tragen. In der Privatwirtschaft spielt die finanzielle Situation eines Unternehmens bei der Gestaltung der Löhne eine entscheidende Rolle. Es wäre unverständlich, wenn die Lage der Bundesfinanzen nicht auch auf diesen Teil der Ausgabenpolitik des Bundes Einfluss hätte.

Der Antrag der Minderheit stellt ein ausgewogenes Paket an Kriterien dar, das es dem Bundesrat erlaubt, bei der Bemessung des Teuerungsausgleichs eine situationsgerechte, ausgewogene Lösung zu treffen.

Ich bitte Sie, der Minderheit I zuzustimmen.

**David**: Der Antrag der Minderheit I (Fischer-Seengen) wird von der CVP mehrheitlich aus denselben Ueberlegungen abgelehnt wie der vorherige Minderheitsantrag (Frittschi Oscar). Es geht auch hier darum, dass man aus einem Mosaik nicht einen einzelnen Stein herausbrechen kann, sondern man muss – will man eine Aenderung – grundsätzlich über das gesamte Besoldungssystem des öffentlichen Personals diskutieren.

Dazu kommt beim Antrag Fischer-Seengen, dass die Kriterien,

die aufgelistet werden, wahrscheinlich doch nicht vollständig sind. Es spielt doch auch eine Rolle, Herr Kollege Fischer, wie die Arbeitsmarktsituation ist. Es spielt auch eine Rolle, wie die interne Personalsituation ist. Das ist auch in jedem Privatbetrieb so. Es geht auch um die Frage der Motivation der Mitarbeiter. Wie wollen Sie beispielsweise Briefträger oder Bahnarbeiter in den guten Zeiten der Hochkonjunktur bei der Stange halten, wenn Sie ihnen, kaum ist die Wirtschaftslage etwas weniger gut, den Teuerungsausgleich kürzen? Das muss der Bund in Betracht ziehen. Wie wollen Sie Ihrem Briefträger beispielsweise erklären, dass er jetzt einfach keinen Anspruch auf Teuerungsausgleich mehr hat, ihm, der auch damals, als der Bund Milliardenüberschüsse hatte, keine entsprechende Realloohnerhöhung geltend machen konnte?

Ich meine, der Vergleich mit der Privatwirtschaft ist durchaus berechtigt, man soll ihn heranziehen; man darf sich aber nicht einfach auf diese Kriterien beschränken! Bei einer modernen Personalpolitik ist es wesentlich, welche internen Auswirkungen eine Besoldungsmassnahme hat. Diese entscheidende, langfristig orientierte Betrachtungsweise kommt in diesem Antrag völlig zu kurz. Wenn schon, müsste die Situation genauer analysiert werden.

Ich bitte Sie daher im Namen der Mehrheit der CVP-Fraktion, diesen Antrag der Minderheit I abzulehnen.

**Eggenberger**: Die geschlossene SP-Fraktion unterstützt die Kommissionsmehrheit bzw. den Bundesrat und bittet Sie, den Minderheitsantrag I zu Artikel 2 Absatz 1 abzulehnen.

Auch wenn die Antragsteller mit Engeldungen reden und den Antrag verharmlosen: Hier wird der grundsätzliche Angriff auf den indexorientierten Teuerungsausgleich gestartet. Nicht mehr die Lebenskosten allein sollen für die Festsetzung des Ausgleichs massgebend sein, sondern zusätzlich die konjunkturelle Lage, die Lohnentwicklung in der Wirtschaft, die Auswirkungen auf die Preise und die finanzielle Situation des Bundes.

Die Antragsteller sprachen in der Kommission von mehr Flexibilität, welche sie dem Bundesrat verschaffen wollen. Ja, welche Flexibilität denn? Nur die Flexibilität nach unten, Flexibilität zu Lasten des Personals, Flexibilität wider den Teuerungsausgleich!

Der Bundesrat könnte den Teuerungsausgleich nur vermindern. Er müsste in korrekter Anwendung dieser Bestimmungen fast immer einen reduzierten Teuerungsausgleich beschliessen, denn in jedem Jahr würde wohl einer der einzelnen Parameter gegen den Teuerungsausgleich sprechen. Der Bundesrat erhält aber keine positive Handlungsfreiheit. Er kann den Teuerungsausgleich nicht höher festsetzen, als die Lebenskosten gestiegen sind. Wenn der Bundesrat auch nur die kleinste generelle Verbesserung gewähren will, muss er ans Parlament gelangen und eine Gesetzesänderung beantragen. Der seit Mitte 1991 für die Erhöhung der heutigen Besoldungsmaxima um höchstens 5 Prozent vorgesehene einfache Bundesbeschluss bringt kaum ein einfacheres Verfahren. Sie selber – gerade auch jene Kreise, die hinter dem Minderheitsantrag stehen – haben vor etwas mehr als einem Jahr die bescheidene Kompetenzdelegation an den Bundesrat für eine beschränkte Realloohnerhöhung abgelehnt. Damit wird auch klar, was die Antragsteller wollen. Sie wollen den Bundesrat zwingen, den Teuerungsausgleich an das Bundespersonal möglichst oft zu beschneiden. Sie wollen aber der Landesregierung die in der Privatwirtschaft übliche Handlungsfreiheit für marktgerechte Realloohnerhöhungen vorenthalten. Die sozialdemokratische Fraktion weist diese «Einbahnflexibilisierung», die nur einem Reallohnabbau dient, klar zurück.

Würde der Bundesrat zu einer solchen Teuerungszulagenpolitik gezwungen, würde das rasch zu grösseren Reallohnverlusten und zu einer Image-Einbusse des Arbeitgebers Bund führen. Damit ginge die Konkurrenzfähigkeit auf dem Arbeitsmarkt verloren. PTT und SBB haben in den grossen Betriebszentren heute noch Mühe, genügend qualifiziertes Personal für die Rund-um-die-Uhr-Dienste zu gewinnen. Bei geringstem Wirtschaftsaufschwung wäre die Dienstleistungsbereitschaft der Verwaltung, besonders von SBB und PTT, wieder in Frage gestellt. Diese Stop-and-go-Politik ist falsch.

Man mag gegen Automatismen wettern, wie man will, für die Erhaltung der Kaufkraft der Löhne gibt es kein besseres Instrument als den Lebenskostenindex. Herr Kollege Fischer-Seengen und die Mitunterzeichner des Minderheitsantrages wollen die Lage der Bundesfinanzen zu einem Massstab für den Teuerungsausgleich machen. Die Personalverbände haben Verbesserungen zugunsten des Bundespersonals nie mit der vollen Bundeskasse begründet. Das Personal spürt dagegen die leere Bundeskasse immer wieder, weil es von Sparmassnahmen oder von der Zurückstellung von Verhandlungen über Verbesserungen betroffen ist.

Die Anwendung der neuen Bestimmung mit den nicht messbaren neuen Kriterien würde nicht nur den Bundesrat vor schwierige Probleme stellen, sondern angesichts der «Abbaustossrichtung» des Antrages auch den sozialen Frieden beim Bundespersonal immer wieder gefährden. Blicken wir in diesen Tagen, besonders heute, nach Genf, so sehen wir, was uns da erwarten könnte!

Wer die Kaufkraft der Löhne erhalten will, muss sie an die Lebenskosten anpassen. Der Bundesrat tut dies seit acht Jahren, und alle sind gut damit gefahren.

Ich bitte Sie deshalb im Namen der sozialdemokratischen Fraktion, der Kommissionsmehrheit und damit dem Bundesrat zuzustimmen.

**M. Narbel:** Le groupe libéral soutiendra la proposition de minorité I (Fischer-Seengen). Nous estimons nécessaire de sortir de la tour d'ivoire. Il importe de tenir compte de la réalité économique pour compenser les traitements. Si les secteurs privés pratiquent une politique plus restrictive, pourquoi la Confédération appliquerait-elle toute seule une politique particulièrement généreuse?

Finalemt, j'aimerais que M. le Conseiller fédéral nous dise s'il va trouver une recette miracle. A la fin de cette année, si l'indice est de 4,5 pour cent pour les salaires de la Confédération, il s'agira de trouver 160 millions de francs. Pour l'ensemble Confédération, PTT et CFF, ce sont 450 millions qui seront nécessaires. Avez-vous la recette miracle qui vous permettra de vous procurer les ressources suffisantes?

Il m'apparaît que le Parlement doit aussi avoir le souci de l'équilibre des finances fédérales. Malheureusement, il ne me semble pas que nous allons dans la bonne direction. Aussi je vous invite à voter la proposition de minorité I.

**Allenspach:** Gemäss Artikel 1 Absatz 1 haben die Beamten «Anspruch auf einen angemessenen Teuerungsausgleich», so haben Sie es beschlossen. Das Wort «angemessen» deutet auf eine gewisse Flexibilität in der Bemessung des Teuerungsausgleiches hin. Das ist aber ein Irrtum. In Artikel 2 wird dem Bundesrat diese Flexibilität wieder genommen. Es heisst dort klar, der Teuerungsausgleich werde aufgrund der jeweiligen Lebenskosten festgesetzt. Das bedeutet faktisch Indexautomatismus. Der Bundesrat hat also kaum Entscheidungsfreiheit.

Mit dem Minderheitsantrag Fischer-Seengen zu Artikel 2 Absatz 1, den die FDP-Fraktion unterstützt, muss der Bundesrat den Teuerungsausgleich nicht blindlings dem Landesindex der Konsumentenpreise anpassen. Wir sind der Auffassung, dass der Bundesrat bei seinen Entscheidungen auch die konjunkturelle Lage, die Lohnentwicklung in der Wirtschaft und die Finanzlage des Bundes zu berücksichtigen habe.

Wir müssen vom eingeleigten Denken wegkommen. Der Bundesrat trägt eine Gesamtverantwortung, und er muss auch im Sinne dieser Gesamtverantwortung handeln können. Bundesrat und Nationalbank erklären oft, rechtliche und faktische Indexautomatismen seien falsch. Im Rahmen der kürzlichen Indexdiskussion hat der Bundesrat wörtlich geschrieben, die Sozialpartner könnten selbst entscheiden, ob und in welcher Form der Landesindex bei Lohnanpassungen verwendet wird. So schreibt der Bundesrat selbst: «... sollten selbst entscheiden können, ob und in welcher Form der Landesindex bei Lohnanpassungen verwendet wird.» Das empfiehlt der Bundesrat für die anderen, aber nicht für sich selbst. Wenn der Bundesrat jeweils an die Gesamtverantwortung der Sozialpartner appelliert, müsste er als grösster Arbeitgeber selbst

mit dem guten Beispiel vorangehen. Er müsste bereit und in der Lage sein, wenn Rezession und Arbeitslosigkeit es der Wirtschaft verunmöglichen, den vollen Teuerungsausgleich auszurichten, sich entsprechend zu verhalten und nicht falsche Signale zu setzen und entgegen seiner gesamtwirtschaftlichen Verantwortung zu handeln. Er müsste bereit sein, in seinen Erwägungen auch andere Faktoren wie konjunkturelle Lage, Lohnentwicklung anderswo und Bundesfinanzlage mitzubedenken. Tut er dies, wird der Rat auch eher bereit sein, dem Bundesrat bezüglich der Reallohngestaltung grössere Flexibilität einzuräumen, indem er dann verstärkt auf die Arbeitsmarktlage abstellen kann.

Der Minderheitsantrag bedeutet keine Revolution. In den meisten Jahren wird er dem Bundesrat erlauben, unter Berücksichtigung aller Umstände den vollen Teuerungsausgleich auszurichten. Der Minderheitsantrag verpflichtet aber den Bundesrat zu einer umfassenden, gesamtwirtschaftlichen Betrachtungsweise. Indexautomatismus oder gesamtwirtschaftliche Mitverantwortung? Das ist die Frage.

Wir entscheiden uns für die gesamtwirtschaftliche Mitverantwortung des Bundesrates und damit für den Antrag der Minderheit I (Fischer-Seengen).

**M. Spielmann:** Nous sommes effectivement face à un amendement important. Tout à l'heure, dans le cadre du débat d'entrée en matière, j'ai indiqué ce que je pensais quant à l'idée de lier la situation conjoncturelle aux prestations de la Confédération envers le personnel. Pendant toutes les années de haute conjoncture où les fonctionnaires étaient les parias de la société, mal payés, avec un contexte de travail difficile, personne dans ce Parlement n'a présenté la proposition d'adapter leurs conditions de salaire à la situation économique florissante. Aujourd'hui, alors que celle-ci devient plus difficile, on veut la prendre en considération.

Lorsqu'il est stipulé, à la fin de l'alinéa premier, que l'état des finances de la Confédération pourrait être une des conditions pour le paiement du renchérissement, il est également important de rappeler ici que durant toutes ces dernières années le service des télécommunications des PTT a apporté un financement considérable à la caisse de la Confédération, à tel point qu'un moment on pouvait se demander s'il n'était pas devenu une annexe du Département fédéral des finances et des contributions plutôt qu'un service à la population. Malgré ces rentrées dans la caisse de la Confédération, à aucun moment on n'a tenu dans ce Parlement le même discours qu'aujourd'hui en affirmant: «Le budget des PTT permettrait d'augmenter les salaires des employés de la Confédération, d'améliorer les prestations et la qualité du service public». Or, aujourd'hui, on tient le raisonnement suivant: «Les finances de la Confédération sont mauvaises. Il faut donc limiter les salaires»; alors que durant toute la période où les PTT (postes et télécommunications) ont rapporté de l'argent à la Confédération, on a engrangé ces bénéfices en les incluant directement dans le budget fédéral. Par conséquent, si on veut tenir le raisonnement jusqu'au bout, il faut dire: «Oui, on veut que les PTT et l'Administration fédérale puissent offrir un service comparable à l'économie privée. A ce moment-là, il faut leur laisser la possibilité de développer une politique d'entreprise qui corresponde à ce postulat, c'est-à-dire de mettre sur pied une politique des salaires différenciée». Cela, on ne le veut pas. Le Parlement impose un blocage du personnel, un certain nombre de tâches et des tarifs; il est donc aussi de sa responsabilité d'assumer la masse salariale.

Dernier argument: si on peut mesurer ce que coûte la compensation du renchérissement au niveau du budget de la Confédération, quel sera le prix d'un conflit social au cas où le Parlement n'entrerait pas en matière sur l'indexation? J'ai déjà indiqué tout à l'heure qu'au niveau du personnel de la Confédération, notamment des bas salaires, il y a aujourd'hui un très fort mécontentement par rapport à la situation. Si la compensation des salaires ne devait pas être octroyée, on entrerait – à mon avis – dans un conflit social important. Il faut aussi mesurer le coût d'un tel conflit, qui serait beaucoup plus grand pour la Confédération que la compensation du renchérissement qui, encore une fois, n'est que partielle pour les petits revenus.

**M. Darbellay**, rapporteur: Les propositions de MM. Fritschi Oscar et Fischer-Seengen sont très proches parentes. C'est pourquoi les arguments invoqués tout à l'heure restent valables pour l'article 2. Dans les deux cas, on souhaite une flexibilité vers le bas seulement. Or, si l'on veut donner davantage de possibilités au Conseil fédéral, il faut aussi lui permettre de tenir compte de manière particulière du marché de l'emploi et d'augmenter, à un moment donné, la valeur réelle des salaires. L'ambiance d'aujourd'hui n'est pas à une telle compétence. Par conséquent, ne diminuons pas ce qui a été accordé jusqu'à ce jour.

On rappelle régulièrement ce qui se passe dans l'économie privée. On en a le droit, mais je précise que si chaque année l'on y discute du renchérissement, on en fait de même en ce qui concerne l'augmentation réelle des salaires. Si nous voulons introduire ce système au sein de la Confédération, il faut donner davantage de compétence au Conseil fédéral ainsi que la possibilité de traiter ce problème de la même façon que dans l'économie privée, soit aussi bien la compensation du renchérissement que l'augmentation effective des traitements.

J'ai signalé tout à l'heure que la Confédération n'avait pas fait preuve d'excès de générosité. Quand M. Narbel parle d'une Confédération particulièrement généreuse à l'égard de ses employés, il n'a pas considéré l'ensemble de l'échelle des traitements ni les dispositions prises jusqu'à ce jour.

Conformément à la commission, qui s'est prononcée par 13 voix contre 9, je vous invite à refuser cette proposition de minorité I.

**Tschäppät** Alexander, Berichterstatter: Der Minderheitsantrag I (Fischer-Seengen) zu Artikel 2 Absatz 1 zielt darauf hin, eine grössere Flexibilisierung analog der Privatwirtschaft zu erreichen. Ein Vergleich mit der Privatwirtschaft – und das war die klare Meinung in der Kommission – ist nur bedingt zulässig, ist doch der Bund mit seiner recht starren und wenig flexiblen Lohnpolitik nicht in der Lage, gleich schnell auf veränderte wirtschaftliche Verhältnisse zu reagieren. Eine Reallohn-erhöhung kann beim Privaten innert kürzester Zeit, beim Bund aber in der Regel erst nach einigen Jahren durchgesetzt werden. Dies hatte in der Vergangenheit zur Folge, dass Reallohn-erhöhungen des Bundes erst zu einem Zeitpunkt griffen, als sich die wirtschaftliche Situation schon gegenteilig entwickelte.

Der Minderheitsantrag bezweckt, dem Bundesrat bei der Festlegung des Teuerungsausgleichs die entsprechenden Leitplanken zu setzen. Wenn man sich die einzelnen Elemente dieser Leitplanken genauer anschaut, stellt man allerdings schnell fest, dass auf diesem Wege sicher keine befriedigende Lösung zu einer Flexibilisierung gefunden werden kann.

Als erste Kriterien verlangt der Antragsteller, dass der Teuerungsausgleich aufgrund der jeweiligen Lebenskosten und der konjunkturellen Lage festgesetzt wird. Mir scheint: Diese Hinweise sind in keinem Fall nötig, weil der Bundesrat diese Faktoren jeweils ohnehin miteinbeziehen muss.

Als weiteres Kriterium sieht der Minderheitsantrag die Berücksichtigung der Lohnentwicklung in der Wirtschaft vor. Dieser Faktor ist mir persönlich nicht unsympathisch, würde doch damit auch ein Korrektiv über die Kaufkrafterhaltung hinaus geschaffen. Dem Bundesrat würde es meiner Meinung nach bei dieser Formulierung grundsätzlich ermöglicht, in Hochkonjunkturjahren über den Bundesbeschluss betreffend den Teuerungsausgleich auch Realloohnerhöhungen zu gewähren. Es ist wohl kaum anzunehmen, dass dies die Absicht der Antragsteller ist. Die gewählte Formulierung würde aber diese Berücksichtigung auch auf dem Weg des Reallohnes erlauben.

Im weiteren sollen als Leitplanke für den Teuerungsausgleich auch die Auswirkungen auf die Preise von Bedeutung sein. Es versteht sich von selbst, dass der Teuerungsausgleich in Hochteuerungsjahren auch seine Auswirkungen auf die Preise haben wird. Hier gilt es aber klar festzuhalten, dass die Löhne nicht der einzige Faktor sind, der die Preise beeinflusst. Das tun zum Beispiel auch indexierte Mieten, kartellistische Absprachen, administrierte Preiserhöhungen und anderes.

Daher erscheint auch dieses Element untauglich zu sein, um zu einer besseren Flexibilisierung zu kommen.

Bleibt noch das Kriterium der finanziellen Situation des Bundes. Würde dieses Element in den Bundesbeschluss aufgenommen, würde der Bund zu einem sehr unzuverlässigen Arbeitgeber. Weil die Bundesverwaltung den Leistungslohn nicht kennt, ist es schon heute nicht oder nur sehr schwer möglich, gute Leistungen markt- und leistungsgerecht zu entlohnen. Diese fehlende Flexibilität wird über den Automatismus des Teuerungsausgleichs leicht korrigiert. Wenn nun aber die finanzielle Situation des Bundes bei der Festsetzung der Teuerung und damit auch bei der Festsetzung des Lohnes zum massgeblichen Kriterium wird, ist die Leistungskomponente des Beamten völlig unbeachtlich geworden. Würde zum Beispiel aufgrund unvernünftiger parlamentarischer Entscheide – ich denke zum Beispiel an Entscheide in Wahljahren, an Jahre mit Flugzeugbeschaffungen – die finanzielle Situation des Bundes prekärer, so hätte dies nach dem Minderheitsantrag letztlich zur Folge, dass die Beamten mit einer Reallohneinbusse dies zu vergüten hätten. Solches zu tun, ist nicht nur ungerecht, es führt auch dazu, dass die Beamtinnen und Beamten jegliche Motivation verlieren.

Unter Berücksichtigung dieser Argumente bittet Sie die Kommissionmehrheit (mit 13 zu 9 Stimmen), den Antrag der Minderheit I (Fischer-Seengen) abzulehnen.

**Bundesrat Stich:** Ich bin in einem Punkt mit Herrn Allenspach sehr einverstanden. Er hat gesagt, wir sollten die Gesamtverantwortung dem Bundesrat übertragen. Herr Allenspach, wir sind mit Ihnen einig. Stimmen Sie also dem Bundesrat zu, und lehnen Sie den Minderheitsantrag ab, dann haben Sie die Gesamtverantwortung dem Bundesrat – und das ist zweckmässig – übertragen!

Ich habe mir lange überlegt, was es überhaupt bedeuten könnte, dass man auf die jeweiligen Lebenskosten Rücksicht nehmen soll. Was heisst das eigentlich? Heisst das: Wenn wir bei den Tabaksteuern hinaufgehen, bekommen nur noch die Raucher Teuerungsausgleich? Oder wenn wir mit dem Benzin einmal aufschlagen dürfen oder können, bekommen nur die Automobilisten Teuerungsausgleich? Was soll das eigentlich heissen? Ich führe ja die Verhandlungen mit den Personalverbänden über den jährlichen Teuerungsausgleich, und ich kann bestätigen, dass Herr Eggenberger nie die gute Lage des Bundeshaushaltes zum Anlass genommen hat, um höhere Forderungen zu stellen; er hätte auch keine Chance gehabt. Aber die Beamten sollen natürlich auch nicht darunter leiden, wenn es um den Haushalt schlechter steht. Sonst könnte es beispielsweise passieren, dass Sie unmögliche Strassenprojekte beschliessen – ich glaube, wir haben solche Dinge in diesem Parlament einige Male erlebt –, und nachher sagen Sie: «Der Haushalt steht schlecht, ergo geben wir keinen Teuerungsausgleich mehr.» Das kann doch nicht möglich sein, das kann nicht der Sinn und Zweck der Übung sein.

Oder man soll auf die konjunkturelle Lage Rücksicht nehmen. Wenn ich auf die konjunkturelle Lage Rücksicht nehmen muss, dann muss ich mir überlegen, was ich eigentlich tun soll: Soll ich mich antizyklisch verhalten? Soll ich, wenn es der Wirtschaft schlechtgeht, den Teuerungsausgleich erhöhen, um mehr Kaufkraft zu schaffen? Dann habe ich die konjunkturelle Lage berücksichtigt! Umgekehrt, wenn Hochkonjunktur herrscht, ist die Berücksichtigung natürlich etwas schwieriger. Wenn ich mich dann antizyklisch verhalten will, dann laufen alle Beamten davon; das ist nicht möglich.

Beim Element «Lohnentwicklung in der Wirtschaft» ist es dasselbe. Soll das bedeuten, Herr Fischer-Seengen: Nur wenn die Konjunktur schlechter wird, soll man sie bei der Festsetzung des Teuerungsausgleichs berücksichtigen? Von einer Anpassung nach oben haben Sie ja nichts gesagt. Nur wenn es um die Wirtschaft schlecht bestellt ist, dann soll der Bundesrat alles mögliche berücksichtigen! Das kann nicht die Meinung sein.

Zu den Auswirkungen auf die Preise: Ich habe bis jetzt nicht festgestellt, dass die Wirtschaft besondere Rücksicht auf die Auswirkung der Preise genommen hat, wenn sie Preiserhöhungen durchsetzen konnte.

Der Minderheitsantrag macht die Sache also sicher nicht einfacher. Besonders eben – wie ich es einleitend gesagt habe –, wenn man das Ganze unter dem Thema «Teuerungsausgleich an das Bundespersonal» behandelt. Wenn es eine generelle Ermächtigung wäre, alles zu berücksichtigen – also wenn wir beispielsweise immer dann, wenn die Löhne in der Privatwirtschaft steigen, unbekümmert um den Stand des Lebenskostenindexes auch weit darüber hinausgehen könnten –, dann hätte ich dafür Verständnis, aber man kann nicht Flexibilisierung nur nach unten vorschreiben.

Ich bitte Sie also, den Antrag der Minderheit I abzulehnen; er ist wirklich untauglich.

#### *Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle*

**Allenspach:** Herr Bundesrat Stich hat mich persönlich aufgefordert, dem Bundesrat die Gesamtverantwortung zu übertragen und dem Bundesbeschluss zuzustimmen: Wenn wir der Mehrheit zustimmen, übertragen wir dem Bundesrat nicht die Gesamtverantwortung, sondern binden ihn an einen Indexautomatismus.

**Bundesrat Stich:** Also, wenn ich einmal etwas Gutes zu Herrn Allenspach sagen will, dann ist er nicht einmal einverstanden. Schade, Herr Allenspach!

#### *Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit	88 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit I	76 Stimmen

#### *Abs. 1bis – Al. 1bis*

**Seiler Hanspeter,** Sprecher der Minderheit II: Ich darf Herrn Miesch in bezug auf meine Interessenbindung beruhigen, ich bin weder Bundes- noch Kantonsangestellter.

Zur Sache: In verschiedenen Zeitungen wurden letzte Woche Vergleiche zwischen Besoldungsskalen verschiedener öffentlicher Haushalte (Kantone, Städte und Bund) veröffentlicht. Damit wurde die Grundsatzdiskussion in der Öffentlichkeit zum Problem des Teuerungsausgleiches natürlich wieder von neuem angeheizt. Wir erachten es deshalb als richtig, wenn auch vom Parlament aus klare Stellungnahmen zu einem in unserer Zeit recht brisanten Thema erfolgen.

Die Diskussionen über degressive Ausgestaltungselemente sind so alt wie das Instrument des Teuerungsausgleiches selber. Und wenn man mathematische Vergleiche anstellt, ist das degressive Element in den untersten Lohnkategorien in Form der Minimalgarantie schon enthalten. Der Prozentsatz ist dort richtigerweise nämlich etwas höher und nimmt dann langsam ab bis zu der Lohnkategorie, von welcher an die generell festgesetzte Höhe gilt. Was die Minderheit in Absatz 1bis festhält, festigt in dieser Hinsicht gewissermassen die bisherige Praxis. Ich weise auch ausdrücklich darauf hin, dass der Minderheitsantrag in der Kann-Formel abgefasst ist. Der Bundesrat muss nicht degressiv ausgestalten, er wird zu nichts verpflichtet, er erhält bloss die Kompetenz dazu, degressive Elemente zu übernehmen, wenn er es einmal als nötig und richtig erachten sollte. Er bekommt damit auch ein weiteres Steuerungsinstrument in die Hand, und sein Handlungsspielraum wird erweitert. Welcher Bundesrat möchte das nicht? Sollte er einmal davon Gebrauch machen, so wird er diese Degression in vernünftiger Weise ausgestalten.

Ich bitte Sie, im Sinne von mehr Flexibilität der Möglichkeit der degressiven Ausgestaltung, wie sie in diesem Minderheitsantrag formuliert ist, zuzustimmen.

**David:** Die CVP hat sich in diesem Punkt knapp mehrheitlich dem Antrag der Minderheit II (Seiler Hanspeter) angeschlossen.

Die Degression des Teuerungsausgleiches kann diskutiert werden, in der Meinung, dass die hohen Einkommen mit dem Teuerungsausgleich unter Umständen auch eine Komponente erhalten, die für sie eine reale Verbesserung bedeutet, und zwar darum, weil der prozentuale Konsumanteil bei hohen Einkommen wesentlich geringer ist als bei niedrigen Einkommen. Die hohen Einkommen können mit der Teuerungszulage allenfalls zusätzliche Ersparnisse bilden, was bei den

niedrigen Einkommen nicht möglich ist. Insofern kann man die Degression diskutieren. Allerdings müssen Sie sich auf der anderen Seite auch klar sein, dass der Spareffekt für den Bund sehr gering ist: per saldo schaut sehr wenig heraus.

Weiter ist zu bedenken, dass die qualifizierten Arbeitskräfte in der Degression eine Verschlechterung ihrer Lohnverhältnisse sehen können. Die guten, qualifizierten Beamten werden sich dann überlegen, ob sie unter diesen Konditionen beim Bund arbeiten wollen. Der Effekt wird sein, dass bei den oberen Beamten nach Einführung der Degression mehr und mehr Realloohnerhöhungen oder Beförderungen notwendig werden. Ob das einen Sinn macht, ist diskutabel.

Der Vorschlag von Herrn Seiler Hanspeter geht nun nur dahin, dem Bundesrat einmal die Kompetenz einzuräumen. In der CVP-Fraktion besteht die Meinung, das könne man verantworten. Der Bundesrat wird allerdings Pro und Kontra der Degression sehr sorgfältig abwägen und dann entscheiden müssen, ob er von diesem Mittel überhaupt Gebrauch machen will.

**Eggenberger:** Die sozialdemokratische Fraktion bittet Sie, auch diesen Minderheitsantrag abzulehnen.

Ich gebe zwar zu: Es ist populär, sich für eine obere Begrenzung des Teuerungsausgleiches einzusetzen. Auch von einem Teil des Bundespersonals dürfte dieser Antrag auf den ersten Blick mit Wohlwollen aufgenommen werden. Besonders dann, wenn man sich, wie die Antragsteller, die Finger nicht verbrennt und dem Bundesrat den Schwarzen Peter zuschiebt, d. h. ihn entscheiden lässt, ab welchem Einkommen die Begrenzung erfolgen soll.

Bei genauerer Analyse zeigen sich dann aber auch die Probleme. Das hat dazu geführt, dass sich Gewerkschaften mit vielen Mitgliedern in den unteren Besoldungsklassen, wie der VPOD und die PTT-Union, für den prozentualen Teuerungsausgleich bis oben, aber mit einem Mindestbetrag für tiefe Einkommen entschieden haben. So definiert denn auch die Dachorganisation des öffentlichen Personals, der Föderativverband, seine Besoldungspolitik: der Teuerungsausgleich prozentual, mit der sozialen Komponente des Mindestbetrages; Reallohnpolitik mit gezielter Bevorzugung der unteren Lohnkategorien, wie das der Bund bei den Realloohnerhöhungen Mitte 1991, bei der Herbstzulage 1988 und bei der Realloohnerhöhung 1982 gemacht hat.

Es scheint uns unvernünftig, Besoldungsstrukturen mit der Zufälligkeit der Teuerung korrigieren zu wollen. Begrenzte Teuerungszulagen bei höheren Einkommen verändern die Besoldungsstrukturen bei hoher Teuerung sehr stark, bei einer kleineren Teuerung kaum. Wir sind deshalb für gezielte, steuerbare Eingriffe in die Besoldungsstrukturen bei Realloohnerhöhungen und Revisionen der Aemtereinrichtungen. Der Kaufkraftausgleich ist dazu ein schlechtes Instrument. Degressive – also bei höheren Einkommen begrenzte – Teuerungszulagen bewähren sich nicht. Der Kanton Luzern, der sie als einer der wenigen grossen öffentlichen Arbeitgeber kannte, hat sie 1990 wieder abgeschafft. Die Erfahrung lehrt, dass der Teuerungsausgleich nicht nur bei Spitzeneinkommen, sondern eben auch bei mittleren Einkommen, von gut qualifizierten Handwerkern, des mittleren Kadern usw., beschnitten wird. Wir haben beim Bund einschlägige Erfahrungen aus dem Jahre 1975, als auch Lokomotivführer, Zugpersonal, PTT-Handwerker und Sekretärinnen von einer solchen – damals allerdings einmaligen – Massnahme betroffen worden sind.

Bei den mittleren Kategorien führt die Beschränkung zu echten Kaufkrafteinbussen. Ganz oben in der Hierarchie, wo viel mehr Flexibilität herrscht als in den grossen Personalkategorien, würde der Verlust bei der Teuerungszulage hingegen über Beförderungen, Höhereinrichtungen, Besoldungszuschläge usw. wacker und erfolgreich wieder wettgemacht. Ich erinnere daran, dass Artikel 36 Absatz 2 des Beamtengesetzes, der individuelle Besoldungszuschläge bis zu 20 Prozent über das Maximum der Klassen hinaus zulässt, heute ausschliesslich für oberste Chefbeamte angewendet wird. Ich erinnere an die parlamentarische Initiative Allenspach, gemäss welcher die Deregulierung der Dienstverhältnisse in der Ueberklasse so sicher wie das Amen in der Kirche zu höheren

Besoldungen führen würde. Der sozialdemokratischen Fraktion widerstrebt deshalb eine Begrenzung beim Teuerungsausgleich, da sie mit Sicherheit die Falschen treffen würde.

Untersuchungen im In- und Ausland zeigen im übrigen erstaunlicherweise, dass hohe und tiefe Einkommen von der Teuerung ähnlich betroffen werden. Wo nach Einkommen und Bevölkerungsgruppen getrennte Lebenskostenindizes untersucht wurden, weichen die Resultate kaum voneinander ab. Einzig tiefste Renteneinkommen werden von der Teuerung signifikant härter betroffen. Deshalb setzen wir uns für die Mindestbeträge beim Teuerungsausgleich ein. Auch aus dieser Sicht lässt sich die degressive Zulage nicht rechtfertigen.

Wir wollen die vielen guten mittleren und oberen Kader beim Bund nicht dadurch bestrafen und demotivieren, dass wir dem Bundesrat quasi den Auftrag erteilen, er solle den Teuerungsausgleich degressiv gestalten.

Die sozialdemokratische Fraktion bittet Sie deshalb, diesen Minderheitsantrag II abzulehnen.

**M. Narbel:** Je suis frappé par l'inconséquence de certains. M. David nous a dit que le groupe démocrate-chrétien avait été partagé au moment d'accepter cette disposition. Or, je m'étonne. On défend la pleine compensation et en même temps on accepte de limiter de façon dégressive la compensation du renchérissement. On vise ainsi les hauts fonctionnaires. N'y a-t-il pas là inégalité de traitement? Ces fonctionnaires ne pourront-ils pas prétendre, alors que l'on est généreux dans les dispositions – la majorité l'a emporté – que, dans les mesures d'application, en soutenant la proposition Seiler Hanspeter, on ne suive pas du tout le principe général?

En tant qu'employeur – et la politique de l'employeur est de faire la comparaison avec ce qui règne sur le marché du travail – je constate que les traitements des hauts fonctionnaires sont inférieurs à ceux offerts, pour des postes équivalents, dans le secteur privé. Il n'est donc pas convenable d'accepter cette proposition qui aboutira à un nivellement des salaires. Cela est une fausse politique en matière de gestion du personnel.

Nous devons donc rejeter la proposition de la minorité II (Seiler Hanspeter), dans le souci d'accorder une rétribution convenable aux hauts fonctionnaires de l'Administration fédérale.

**Frau Heberlein:** Die FDP-Fraktion lehnt den Minderheitsantrag II (Seiler Hanspeter) ab, auch wenn es sich nur um eine Kann-Vorschrift handelt. Ein degressiver oder plafonierter Teuerungsausgleich führt unweigerlich zu Nivellierung und einem Reallohnabbau für einen Teil des Personals. Eine derartige Massnahme darf nicht aus dem Gesamtzusammenhang herausgerissen werden, sondern eine Veränderung der Lohnstruktur müsste mit einer Gesamtrevision, mit einer strukturellen Besoldungsrevision, vorgenommen werden, die noch andere Elemente enthält, wie z. B. Leistungskomponenten, Qualifikationssysteme usw.

Strukturell ist es doch so, dass der Bund in den unteren und mittleren Einkommenskategorien durchaus konkurrenzfähig ist, währenddem sich Schwierigkeiten immer wieder in den oberen Bereichen ergeben. Hier möchte die CVP dem Bundesrat die Kompetenz geben und ihm praktisch den Schwarzen Peter zuspielen. Er soll nun entscheiden, ab welchem Einkommensbereich der Bund die Teuerungszulage nicht mehr ausgleichen soll, während bei den von uns vorher angestrebten Flexibilisierungsmöglichkeiten dem Bundesrat diese Kompetenz nicht zugemutet wurde.

Wir haben gehört, dass sich der degressive Teuerungsausgleich dort, wo er eingeführt wurde, nicht bewährt hat. Wir meinen, dass wir diese Strukturen gesamthaft überprüfen müssten, damit wir nicht letztlich mittels Sonderzulagen wieder zu teureren Lösungen kommen.

Wir möchten daher den Minderheitsantrag II ablehnen, wie dies auch der Bundesrat tut.

**M. Darbellay,** rapporteur: La proposition de la minorité II (Seiler Hanspeter) présente certains côtés sympathiques: on peut dire que les hauts fonctionnaires n'auraient pas besoin de cette compensation, et même, en allant un peu loin, qu'ils n'auraient pas besoin de tout leur salaire! Il s'agit seulement

d'un problème d'équilibre. Si l'on fixe des salaires, c'est compte tenu de l'ensemble des prestations demandées aux employés, et si l'on estime que quelqu'un doit gagner 50 000 francs par rapport à quelqu'un d'autre qui doit en gagner 100 000, c'est que le deuxième poste semble deux fois plus important que le premier. Au moment où sont allouées les augmentations de salaire dues au renchérissement, on n'augmente pas la valeur réelle, on maintient le pouvoir d'achat. Par conséquent, à un moment donné, les salaires de 50 000 et 100 000 francs se monteraient à 75 000 et à 150 000 francs, toutes proportions gardées.

Ce n'est donc pas lorsqu'on prévoit la compensation du renchérissement qu'il faut modifier l'échelle des traitements. En revanche, si l'on estime que la différence entre les petits et les grands salaires est trop importante, il faut avoir le courage, lors de la modification des traitements réels, de prendre les dispositions nécessaires. A un moment donné, le Parlement a eu ce courage. Nous avons décidé une augmentation de salaires allant de 2400 francs par mois pour les traitements les plus bas à zéro franc pour les plus élevés. Trois ans plus tard, on a dû apporter la rectification, étant donné que la Confédération ne trouvait plus sur le marché de l'emploi des hauts fonctionnaires de qualité parce que ceux-ci étaient beaucoup mieux payés dans le secteur privé.

Certains cantons ont fait l'essai d'une compensation du renchérissement progressive. A cause de ce nivellement, qui intervient à un moment ou à un autre, on a nononcé à ces échelles dégressives. Il n'y a donc pas lieu que nous réitérions une expérience qui n'a pas été très concluante dans ces cantons.

Conformément à la commission, qui s'est opposée à cette disposition par 14 voix contre 8, je vous invite à rejeter la proposition de minorité II (Seiler Hanspeter).

**Tschäppät Alexander,** Berichterstatter: In der Kommission ist im Zusammenhang mit der Flexibilisierung auch die Forderung nach einer Plafonierung des Teuerungsausgleichs auf einer bestimmten Höhe verlangt worden oder – wie es jetzt in diesem Minderheitsantrag formuliert wird – dergestalt, dass der Teuerungsausgleich degressiv ausgestaltet werden kann. Ich gebe zu, dieser Antrag hat auf den ersten Blick etwas Verlockendes, dies um so mehr, als zuzugeben ist, dass für die obersten Lohnklassen der volle Teuerungsausgleich nicht dieselbe Bedeutung hat wie für die unteren und mittleren. Die Kaufkraft der Löhne ist aber – und das sei klar gesagt – nur dann gewährleistet, wenn die Teuerung für alle Einkommensstufen voll ausgeglichen wird. Bei diesem vollen Ausgleich bleiben auch die Lohnstrukturen unverändert.

Der Verzicht auf den vollen Teuerungsausgleich für die obersten Einkommensklassen führt zu einer zunehmenden Nivellierung der Löhne. Es kommt hinzu, dass als Folge der Steuerprogression der durch den Teuerungsausgleich entstandene Einkommenszuwachs bei den oberen Einkommensschichten sowieso erheblich stärker belastet wird, als dies bei den unteren der Fall ist.

Es wird vor allem aus den bürgerlichen Lagern immer wieder betont, der Bund sei in den obersten Lohnklassen im Verhältnis zur Privatwirtschaft zu wenig konkurrenzfähig. Aus diesem Grunde sind denn auch immer wieder Modelle studiert worden, wie der Arbeitgeber Bund attraktiver gemacht werden kann. Eine degressive Ausrichtung der Teuerung würde diesen Bemühungen völlig zuwiderlaufen. Solange das Instrument fehlt, herausragende Leistungen mit positiven Lohnkomponenten abzugelten, erscheint die Beschneidung des Teuerungsausgleichs in den oberen Besoldungsklassen personalpolitisch als zu riskant.

Die Kommission hat – dies sei nochmals erwähnt – nichts dagegen, wenn nach neuen Modellen für eine gerechte Besoldung des Bundespersonals gesucht wird. Im jetzigen Zeitpunkt aber ein einzelnes Element herauszubrechen und neu in den Bundesbeschluss aufzunehmen, erscheint der Kommissionsmehrheit nicht sinnvoll. Eine entsprechende Umfrage in den Kantonen und Städten hat denn auch ergeben, dass 25 Kantone und 9 Städte die Degression oder die Plafonierung ablehnen.

Die Kommissionsmehrheit bittet Sie (mit 14 zu 8 Stimmen), Absatz 1bis (neu) abzulehnen.

**Bundesrat Stich:** Es ist ein etwas heikler Antrag, den ich hier bekämpfen muss, Herr Seiler Hanspeter, denn Sie wissen ja, dass die Bundesräte den gleichen Teuerungsausgleich bekommen wie die Beamten, proportional, absolut bekommen wir am meisten; denn mit anderen können wir uns nicht vergleichen.

Ich möchte Ihnen aber dazu gleich noch etwas sagen. Bundesrat wird man nicht und bleibt man nicht wegen des Lohnes, sonst unterliegt man einem fundamentalen Irrtum.

Deshalb kann ich in aller Ruhe den Antrag der Minderheit II (Seiler Hanspeter) ablehnen. Er ist nicht gut. Gerade heute morgen gab es wieder eine Diskussion, ich musste Rede und Antwort stehen; es wurde verlangt, man müsse unbedingt etwas tun, um bestimmte Beamte höher besolden zu können. Sie verlangen jetzt aber, der Bundesrat solle den Spitzenbeamten den Teuerungsausgleich nicht geben.

Was sollen wir dann? Sollen wir ein übles Spiel treiben? Sollen wir grosszügig sagen: Wir tragen der Volksmeinung Rechnung und geben den Teuerungsausgleich nicht? Und dann zahlen wir irgendwelche Prämien zur Erhaltung der Arbeitskräfte beim Bund. Das ist nicht sehr fair, nicht sehr schön. Im Grunde genommen muss man doch auch sehen: Eigentlich sollten alle Beamte ihren Lohn wert sein. Wenn einer das nicht ist, dann soll man ihm das persönlich sagen, und dort soll man dann Konsequenzen ziehen. Aber auf die Kaufkraft der Lohnes sollten alle Anspruch haben.

Mit diesem Vorschlag erreichen wir nichts, denn wenn die Situation wieder etwas besser wird, ist der Bund nicht mehr konkurrenzfähig. Nach unserer Erfahrung ist es dann nicht so leicht möglich, Realloohnerhöhungen durchzusetzen, besonders für die obersten Klassen nicht.

Ich bitte Sie, diesen Minderheitsantrag ebenfalls abzulehnen. Ich bin froh, dass Herr Seiler Hanspeter ihn wenigstens in der Kann-Formel unterbreitet hat, und ich verspreche ihm, solange ich Finanzminister bin, von dieser Kann-Formel keinen Gebrauch zu machen.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	83 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit II	49 Stimmen

#### Abs. 2, 3 – Al. 2, 3

Angenommen – Adopté

#### Art. 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Caspar

Abs. 1

Der massgebende Bezug der Beamten umfasst die Besoldung, den Ortszuschlag, die Familienzulage und die Kinderzulagen ....

#### Art. 3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Caspar

Al. 1

Pour les fonctionnaires, la rétribution déterminante se compose du traitement, de l'indemnité de résidence, de l'allocation familiale et des allocations pour enfants ....

**Frau Caspar:** Ich habe den Antrag in der Kommission schon gestellt, ihn dann aber als Konzession gegenüber dem Gesamtergebnis zurückgezogen.

Die SP-Fraktion will aber an diesem Anliegen festhalten und findet es auch richtig, dass Signale gegeben werden: Der Teuerungsausgleich auf der Familienzulage muss weiterhin thematisiert bleiben. Früher war die heutige Familienzulage die Zivilstandskomponente des Ortszuschlages und wie der

übrige Ortszuschlag selbstverständlich teuerungszulagenberechtigt. Bei der Revision des Beamtengesetzes wurde keine Aenderung des Bundesbeschlusses über die Teuerungszulagen an das Bundespersonal beantragt, und daher ist die Teuerungszulage für 1992 – für dieses Jahr – auf der Familienzulage nirgends mehr zu finden. Mit unserem Beschluss, die Frage der Teuerungszulage auf der Familienzulage wieder zu thematisieren, bzw. mit meinem Antrag, auf sie aufmerksam zu machen, wollen wir verhindern, dass ein wichtiges familienpolitisches Anliegen einfach aus Abschied und Traktanden fällt.

Die Teuerungszulage hat die Aufgabe, den Kaufkraftverlust, den die Inflation verursacht, aufzufangen, was schon jetzt nicht in vollem Umfang geschieht. Die Kaufkraft muss aber auch auf den Sozialzulagen gesichert sein. Unser Handeln hier im Parlament muss verlässlich, verantwortungsbewusst, sozial und gerecht sein.

Zur Verlässlichkeit: Wir nehmen einen Leistungsabbau von einmal erkämpften oder selbstverständlich hingenommenen und akzeptierten Leistungen in Kauf, wenn wir im Bereich der Familienzulage stillschweigend zurückstufen, obwohl sich der Föderativverband, die Gewerkschaften – übrigens auch die christlichen – gegen diesen Leistungsabbau gewehrt haben und ihn nicht hinnehmen wollen. Wir müssen dafür sorgen, dass einmal erkämpfte und ausgehandelte Leistungen nicht einfach auf kaltem Weg abserviert werden. Wir müssen auch hier verlässlich bleiben.

Zum Verantwortungsbewusstsein: Es geht auch um unser Verantwortungsbewusstsein, und das steht im Mittelpunkt meines Anliegens. Wir setzen ein sehr gefährliches, falsches Signal, wenn wir diesen Teuerungsausgleich auf der Familienzulage unter den Tisch fallen lassen. Bei der Behandlung des Vorstosses Fankhauser am ersten Sitzungstag dieser Session wurde nämlich zu Recht von vielen Seiten darauf aufmerksam gemacht, dass die Familien wirtschaftlich am meisten leiden und am meisten unter Druck geraten, vor allem in Zeiten der Inflation. Der Kaufkraftverlust durch die Teuerung wird nicht nur nicht voll ausgeglichen, sondern die Familien bekommen die Teuerung am meisten zu spüren, und genau jene Kreise, welche – nach neuer Definition des Beamtengesetzes – noch Familienarbeit leisten und Familienleistungen erbringen, sind von diesem Kaufkraftverlust am meisten betroffen.

Hier lege ich zuhänden von Herrn Miesch meine Interessenbindung offen: Ich bin nämlich derart interessiert und, ich denke, auch kompetent in diesen Fragen, weil ich vermutlich zu einer Minderheit in diesem Saal gehöre: Ich führe noch selbst eine Familie, d. h., ich erledige die Familienarbeit selbst. Es gehört an sich zur Karriere eines Politikers, dass man sich mit Infrastrukturfragen nicht mehr auseinandersetzen muss. Wenn Sie selbst täglich Kinderkleider, -schuhe, Lebens- und Nahrungsmittel einkaufen und besorgen müssten, dann wären Sie manchmal hell entsetzt, wie die Teuerung ins Portemonnaie greift und Ihr Einkommen aufgefressen wird.

Zur Sozialverträglichkeit: Die von der heutigen Familienzulage Betroffenen sind vor allem auch Leute mit unteren und mittleren Einkommen, Leute mit Kindern. Auch jene, die nach der neuen Formulierung im Beamtengesetz bezugsberechtigt sind, machen noch immer über die Hälfte der Bezüger aus. Wenn wir diese Sozialleistung nicht mehr dem Teuerungsausgleich unterstellen, so spüren sie das ganz konkret bei ihrem Einkommen.

Noch zur Gerechtigkeit: Unser Handeln sollte gerecht sein. Es besteht aus dem Uebergang vom Ortszuschlag auf die Familienzulage gemäss Beamtengesetz ein Besitzanspruch von Beamten und Bundesangestellten, die nicht mehr der Definition der Familie entsprechen, z. B. weil sie keine Kinder oder keine minderjährigen Kinder mehr haben. Wir müssen nun entscheiden: Soll man jenen, die Anspruch auf eine Sozialzulage haben, etwas wegnehmen, weil andere aus alten Rechten aus davon profitieren? Was ist gewichtiger: Gerechtigkeit, Verlässlichkeit und soziale Verantwortung gegenüber jenen, die auf diese Kaufkraftabsicherung angewiesen sind, oder Taktik gegenüber denjenigen, die noch etwas profitieren?

Ich erwarte vom Rat, von den Fraktionen und auch vom Bundesrat, dass sie der SP-Fraktion zustimmen, zumindest im

Sinne einer verbalen Zustimmung, und dieses Anliegen, den Ausgleich des Kaufkraftverlustes der Familienzulagen, unterstützen oder als Anliegen im Auge behalten.

**Frau Haller:** Sie wissen, dass diese Geschichte eine Vorgeschichte hat. Anlässlich der letzten Revision des Beamtengesetzes war eine sogenannte Sozialzulage vorgeschlagen. Sie war immer noch zivilstandsabhängig; Frau Caspar hat es Ihnen erläutert. Damals gelang es nicht in der Kommission, sondern im Ratsplenum, diese Sache anders zu regeln. Es gelang, diese Sozialzulage in eine Familienzulage umzuwandeln, und diese Familienzulage bekommen alle Familien mit Kindern. Wie Ihnen Frau Caspar ausgeführt hat, gibt es eine Übergangsregelung für jene, die nicht mehr anspruchsberechtigt wären. Nach neuem Recht soll diese Zulage nach und nach bei Realloohnerhöhungen eingebaut werden.

Sie wissen alle, dass Herr Bundesrat Stich damals nicht sehr glücklich war über das, was der Rat beschloss – es ist schön, dass er sich heute glücklich zeigt darüber. Wer die Vorlage durchgelesen hat, hätte fast auf die Idee kommen können, Herr Bundesrat Stich habe in seiner üblichen und bewundernswerten Konsequenz gedacht, wenn das jetzt schon in das Gesetz hineingekommen sei, so sei es nicht auch noch der Teuerung zu unterstellen. Wo kämen wir sonst hin?

Ich will offenlassen, ob sich das so abgespielt hat. Es gibt ein Argument dafür, dass man die Zulage nicht in den Teuerungsausgleich einbeziehen will, das positiv verstanden werden könnte. Dieses Argument ist zwar falsch, aber ich will es wenigstens anerkennen. Dort, wo diese frühere Zulage langsam in den Reallohn eingebaut werden sollte, geht dieser Prozess natürlich schneller vorstatten, wenn keine Teuerungsanpassung mehr erfolgt. Ich nehme an, Herr Bundesrat Stich werde so argumentieren.

Hingegen ist es ausserordentlich wichtig, dass wir das Kind, das wir bei der letzten Beamtengesetzrevision geboren haben, nicht schon wieder am Wegrand aussetzen. Diese Familienzulage ist nämlich eine Sockelkinderzulage. Diese erhalten alle jene, die überhaupt Kinder haben, und dazu gibt es dann noch pro Kind zusätzlich die Kinderzulage. Wir müssen unbedingt dafür sorgen, dass diese Familienzulage teuerungsmässig genau gleich behandelt wird wie die Kinderzulage; denn die Familienzulage ist eine Kinderzulage.

Ich möchte Herrn Bundesrat Stich dringend bitten, eine Lösung ins Auge zu fassen, und zwar sehr schnell, die die Familienzulage gemäss Artikel 43 Absatz 3 des Beamtengesetzes auf jeden Fall dem Teuerungsausgleich unterstellt, was nicht unbedingt heisst, dass die Familienzulage gemäss Artikel 43 Absatz 5 des Beamtengesetzes auch an die Teuerung angepasst werden muss. Mit einem Antrag, dies in die Vorlage einzubauen, würden wir den Rahmen sprengen. Aber ich möchte Herrn Bundesrat Stich dringend bitten, in diesem Sinne eine Lösung zu suchen.

Ein letzter Hinweis: Falls der Antrag Caspar abgelehnt würde, betrachtete ich das nicht als einen Widerspruch zum grundsätzlichen Anliegen, dass die Familien- und die Kinderzulage gleich behandelt werden sollen. Ich würde es so interpretieren – und bitte den Bundesrat, dasselbe zu tun –, dass verschiedene Ratsmitglieder die Verhandlungslösungen nicht gefährden wollen.

Ich möchte Sie aber im Namen der sozialdemokratischen Fraktion dringend bitten, dem Antrag Caspar zuzustimmen, und noch dringender möchte ich Herrn Bundesrat Stich bitten – ob der Antrag nun angenommen wird oder nicht, eben wegen Verhandlungselementen in diesem Geschäft –, die Familienzulage gemäss Artikel 43 Absatz 3 des Beamtengesetzes raschmöglichst dem Teuerungsausgleich zu unterstellen. Sonst laufen wir Gefahr, dass Familien- und Kinderzulage plötzlich unterschiedlich behandelt werden. Warum wir das nicht tun dürfen, hat Ihnen Frau Caspar eingehend und grundsätzlich dargelegt.

**David:** Der Antrag Caspar ist für die CVP-Fraktion ein wichtiger Antrag. Er ist familienpolitisch wichtig. Wir sind auch der Meinung, dass die Familienpolitik in der Besoldung des öffentli-

chen Personals eine wichtige Rolle spielt. Wie ausgeführt worden ist, ist diese Zulage seinerzeit mit dieser Blickrichtung eingeführt worden. Es ist nicht unser Anliegen, dass diese Zulage jetzt geschwächt wird.

Auf der anderen Seite haben wir uns schon in der Kommission dafür entschieden, diesen Beschluss jetzt nicht mit dieser Frage zusätzlich zu belasten, und zwar darum, weil dieser Beschluss, so, wie er vor uns liegt, mit den Arbeitnehmerorganisationen ausgehandelt worden ist. Wir sind der Meinung, dass wir nicht ohne Not in dieses Verhandlungsergebnis eingreifen sollten.

Wir erwarten aber vom Bundesrat, dass er diesem Anliegen in den künftigen Lohnverhandlungen mehr Beachtung schenkt. Die familienpolitisch bedingten Zulagen – hier im speziellen die Familienzulage – dürfen nicht an Kaufkraft verlieren und abgewertet werden. Wir können uns auch eine Anpassung in Schritten vorstellen. Diese Schritte muss der Bundesrat in den Verhandlungen mit den Personalverbänden festlegen. Wenn wir dem Antrag Caspar jetzt nicht zustimmen, ist das nicht so zu verstehen, dass ein Stillstand eintreten soll.

In diesem Sinne bitte ich Sie, der Kommission zuzustimmen.

**M. Leuba:** Ce débat a un petit air de déjà vu puisqu'il n'y a pas longtemps, lors de la modification de la loi sur les fonctionnaires, nous avons aussi soutenu les changements proposés par Mme Haller concernant une allocation familiale indépendante de l'état civil. Cette solution avait d'ailleurs recueilli l'approbation générale.

Aujourd'hui, le Conseil fédéral nous présente, à la suite sans doute de négociations, une très curieuse solution. Il admet l'indexation pour l'indemnité de résidence, pour le traitement bien entendu, et pour les allocations pour enfants, mais il l'exclut pour l'allocation familiale. Je voudrais qu'on m'en explique la raison. Cela est parfaitement illogique et constitue le premier motif pour lequel la majorité du groupe libéral vous recommande d'accepter la proposition de Mme Caspar.

Le deuxième motif pour lequel nous vous demandons d'aller dans le même sens tient au fait que nous avons toujours estimé que la Confédération, comme les employeurs responsables, doit mener une politique familiale raisonnable. S'il est tout à fait évident que, dans des périodes difficiles telles que celle que nous vivons, ce sont les familles et les ménages qui sont les plus exposés, et non pas les célibataires de manière générale, il est incompréhensible que l'allocation familiale soit extraite du paquet de l'indexation.

Enfin, à tous ceux qui ont combattu l'initiative Fankhauser, lundi dernier, nous déclarons que nous considérons que l'allocation familiale, comme l'allocation pour enfants, est un des éléments du salaire et que, par conséquent, il doit être traité comme le salaire. Je ferai remarquer à nos collègues socialistes que nous sommes conséquents en la matière. Si l'on sort l'allocation familiale ou l'allocation pour enfants pour en faire un élément d'assurance sociale, la question peut se poser. Mais nous estimons que ces deux allocations sont un élément du salaire et ne peuvent pas être traitées différemment.

En conclusion, parfaitement conséquents avec notre position prise lors du débat de lundi dernier, nous vous recommandons d'accepter l'amendement de Mme Caspar.

**M. Darbellay,** rapporteur: Je ne suis pas président de la commission, mais seulement rapporteur!

Je rappelle simplement que l'allocation familiale est la descendante de l'indemnité de résidence. Cette dernière était indexée au coût de la vie et il n'y a pas de raison fondamentale qu'il n'en soit pas de même pour l'allocation familiale. Ce problème a été étudié au sein de la commission, mais nous n'avons pas eu à voter parce que, à la fin du débat, Mme Caspar, tenant compte du fait que toutes les autres propositions d'amendement avaient été refusées, a retiré la sienne. L'idée émise en cours de discussion, en séance de commission, était celle-ci: chaque fois, pour chacune des autres modifications, nous nous sommes référés à la discussion qui a eu lieu entre les partenaires sociaux. Nous nous sommes dit: au moment où cela nous arrange, nous nous référons à la discussion entre partenaires sociaux, au moment où nous

sommes un peu moins d'accord, il serait difficile de ne pas en faire de même.

Il est vrai que les syndicats avaient formulé cette demande, à mon avis, avec raison et sur la base de bons fondements. Ils ont cependant accepté la solution moyenne, proposée par la suite, c'est-à-dire celle de ne pas procéder à des indexations automatiques pour les allocations familiales, avec le souci toutefois, lors d'une prochaine révision, d'en augmenter le montant, en tenant compte de l'évolution.

C'est pourquoi je crois pouvoir me faire l'interprète de la commission en vous précisant qu'elle s'en tient à l'ensemble du projet du Conseil fédéral. Personnellement, je me prononcerai en faveur de cette indexation.

**Tschäppät Alexander**, Berichterstatter: Dieser Antrag ist bereits in der Kommission gestellt worden. Weil aber alle anderen Anträge abgelehnt wurden, ist im Hinblick auf eine Konsensfindung ein Rückzug dieses Antrages erfolgt. Hier wird er nun erneut gestellt.

Die Personalverbände haben diese Forderung schon seinerzeit anlässlich der Sozialpartnergespräche bei der Aushandlung des Teuerungsausgleichs an den Bundesrat herangebracht. Sie ist dann in der Folge nicht in das Paket aufgenommen worden. Weil in der Kommission aufgrund des Rückzugs keine eingehende materielle Diskussion stattgefunden hat, verzichte ich hier darauf, die Argumente dafür oder dagegen im einzelnen aufzuzählen. Immerhin sei fairerweise klar wiedergegeben, dass man mit der Ablehnung des Antrages dem Grundsatz des Bundesrates – und ich glaube eben auch dem Grundsatz der Kommissionsmehrheit – treu bleibt, im vorliegenden Bundesbeschluss keine materiellen Änderungen vorzunehmen.

**Bundesrat Stich:** Frau Haller hat dargelegt, dass jede Geschichte ihre Vorgeschichte hat. Vorgeschichten haben meistens auch noch Nachwirkungen. Das ist sogar bei den Gesetzen so. Sie haben damals hier gewonnen, aber im Grunde genommen auch eine Lösung verhindert. Denn die Zivilstandsabhängigkeit der Familienzulage wollten Sie zu Recht beseitigen. Da sind wir mit Ihnen völlig einverstanden. Aber Sie haben dann in der Uebergangsbestimmung gesagt, das komme erst bei der nächsten Realloohnerhöhung in Frage. Jetzt müssen Sie sich einmal vorstellen – wenn Sie sich Rechenschaft geben, wie das heute getönt hat –, auf wann die nächste Realloohnerhöhung zu erwarten ist. Deshalb ist das alles auf die lange Bank geschoben worden.

Wir sind aber der Auffassung, dass wir mit der nächsten Revision des Beamtengesetzes, anlässlich welcher wir eine gewisse Flexibilisierung einführen wollen, auch diese Frage lösen und die Blockierung aufheben müssen, die Sie «organisiert» haben.

Heute müssen wir, wenn eine Beamtin und ein Beamter geheiratet haben, Familienzulagen ausrichten, und zwar entsteht sogar ein Anspruch auf zwei Familienzulagen – ein Unsinn. Das sollte man gelegentlich ändern, das möchten wir auch ändern. Nachher soll der Teuerungsausgleich auch auf der Familienzulage gewährt werden.

Vorderhand aber würde der Teuerungsausgleich auf dieser Zulage den Abbau der heutigen Besitzstände erschweren. Deshalb müssen wir heute darauf beharren, dass diese Zulage nicht noch erhöht wird. Wir müssen vermeiden, dass wir nachher noch grössere Schwierigkeiten haben, das zu erreichen, was Sie eigentlich wollten.

Deshalb bitte ich Sie hier noch einmal, Frau Caspar: Ziehen Sie Ihren Antrag zurück!

**Frau Haller:** Ich weiss ja schon, ich habe immer gewusst, dass Sie gut darin sind, Dinge ein bisschen anders darzustellen, als sie sind. Aber wenn Sie jetzt sagen, die ganze Änderung des Beamtengesetzes und alles, was wir da bei dieser letzten Änderung durchgezogen hätten, habe zur Folge gehabt, dass die Familienzulage immer noch eine Eheprämie sei, trifft das nicht zu. Ich war selber nicht in der Kommission. Verschiedene Ratsmitglieder sind aber vorher zu mir gekommen und haben

gesagt, der Herr Bundesrat habe in der Kommission erklärt, das sei eine reine Eheprämie, das dürften wir nicht der Teuerung unterstellen.

Herr Bundesrat, was haben wir denn das letzte Mal bei der Revision des Beamtengesetzes anderes gemacht, als dieser Zulage eben den Eheprämieneutralen Charakter weggenommen? Sonst hätte ich ganz sicher nicht dafür gestimmt, das kann ich Ihnen sagen.

Wir sind in langen Verhandlungen mit der gewerkschaftlichen Seite dazu gekommen, jenen, die jetzt dann mit der Zeit die Bedingungen nicht mehr erfüllen werden, um die Familienzulage zu bekommen, einen weichen Uebergang zu ermöglichen. Diesen weichen Uebergang, Herr Bundesrat, müssen bekanntlich Sie organisieren, das wissen wir schon; aber wir trauen Ihnen zu, dass das gut kommt, wenn Sie jetzt nicht daraus ableiten, die Familienzulage habe immer noch Eheprämieneutralen Charakter. Offenbar sehen Sie das so, und offenbar hat Ihnen das Argument dazu gedient, diesen Antrag in der Kommission zu bekämpfen, aber dieses Argument ist falsch.

**Frau Caspar:** Herr Bundesrat, Sie sehen, dass die Berechtigung meines Anliegens in diesem Rat praktisch von allen Seiten anerkannt wird. Auch scheint ein Klima von Goodwill für meinen Antrag vorhanden zu sein. Andererseits habe ich Respekt vor der Sozialpartnerschaft. Nun bin ich in einem klassischen Konflikt: man kann es machen, wie man es will, es ist falsch. Aber Sie sagen, Sie würden das Anliegen aufnehmen, wonach der Kaufkraftsicherung der Familienzulage Nachachtung zu verschaffen ist. Der Bundesrat wolle auch keine sozialpolitisch falschen Signale geben.

Nun möchte ich aber von Ihnen hören, wie und vor allem in welchem Zeitraum Sie denn die Lösung dieses Problems an die Hand zu nehmen gedenken. Wenn Sie hier das Versprechen abgeben könnten, dass diese Lösung innert nützlicher Frist in dem Sinn, wie wir es wollen, erarbeitet wird, dann könnte ich Ihrer inständigen Bitte noch entgegenkommen, sonst aber nicht.

**Bundesrat Stich:** Also, Sie können meiner Bitte entgegenkommen. Ich gebe Ihnen das Versprechen ab. Ich kann zwar nicht alle Illusionen von Frau Haller beseitigen, das habe ich längstens gemerkt. Es ist richtig, dass in Artikel 43 Absatz 3 des Beamtengesetzes jene Beamten aufgeführt sind, die zu Recht Anspruch auf die Familienzulage haben, und ich würde doch sagen, dass wir dafür sorgen wollen, dass dieser Absatz auch korrekt angewandt wird. Doch heute heisst es eben noch in Artikel 43 Absatz 5: «Der Bundesrat erlässt Uebergangsbestimmungen, wonach die Familienzulage auch verheirateten Beamten ohne Anspruch gemäss Absatz 3 Buchstaben a und b ausgerichtet wird. Die Uebergangsregelung beschränkt Anpassungen des Betrages oder der Anspruchsberechtigung auf den Zeitpunkt künftiger Realloohnerhöhungen ....» Das ist einfach ein Verschieben in die Zukunft, und diese Zukunft sollten wir gelegentlich in die Gegenwart holen. Das ist das Einzige, was ich möchte. Ich kann nicht mehr tun, als das zu versuchen, was Sie eigentlich möchten, aber Sie sollten nicht immer dagegen sein, dass ich es tue. (*Heiterkeit*)

*Abs. 1 – Al. 1*

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Kommission	68 Stimmen
Für den Antrag Caspar	58 Stimmen

*Abs. 2 – Al. 2*

*Angenommen – Adopté*

**Art. 4, 5**

*Antrag der Kommission*  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates  
*Proposition de la commission*  
Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*  
Für Annahme des Entwurfes  
Dagegen

94 Stimmen  
31 Stimmen

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

89.595

**Motion des Ständerates  
(Rüesch)  
Eidgenössische Versicherungskasse  
und Kaderpolitik**  
**Motion du Conseil des Etats  
(Rüesch)  
Caisse fédérale d'assurance  
et politique d'engagement de cadres**

Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

*Wortlaut der Motion vom 27. September 1990*

Der Bund bekundet zunehmend Schwierigkeiten, um Kaderstellen mit gut qualifiziertem Personal zu besetzen. Den PTT-Betrieben fehlen – laut Geschäftsbericht 1988 – über 80 Ingenieure HTL im Fernmeldebereich. Die Anstellung von jungen Instruktoren für die Armee scheitert am Einkauf in die Eidgenössische Versicherungskasse. Ganz zu schweigen vom Uebertritt von 45- bis 50jährigen Spitzenkräften aus der Privatwirtschaft in die Bundesverwaltung, der durch die neue Einkaufsregelung enorm erschwert wird. Daran vermag auch das vom Bundesrat in Aussicht gestellte Freizügigkeitsabkommen im öffentlichen Sektor wenig zu ändern. Die Finanzdelegation der eidgenössischen Räte hat festgestellt, dass die Einkaufssummen neu in den Bundesdienst Eintretender zu einem «überdimensionierten Anstellungskriterium» geworden sind.

Der Bundesrat wird beauftragt, die kassenrechtlichen Barrieren zu beseitigen, welche die Stellung des Bundes bei der Rekrutierung von Kadern erschweren. Zu diesem Zweck ist der Bundesversammlung eine Vorlage über die Revision der Statuten der Eidgenössischen Versicherungskasse zur Genehmigung zu unterbreiten.

*Texte de la motion du 27 septembre 1990*

La Confédération dit avoir de plus en plus de difficultés à trouver du personnel qualifié pour des postes de cadres. Selon le rapport de gestion 1988, il manque à l'Entreprise des PTT plus de 80 ingénieurs EPF dans le domaine des télécommunications. L'armée ne parvient pas à engager de jeunes instructeurs en raison du rachat d'années d'assurance à la Caisse de retraite que cela implique. De plus, depuis qu'un nouveau système de rachat est entré en vigueur, l'Administration fédérale a des problèmes considérables pour recruter dans le secteur privé des cadres supérieurs ayant entre 45 et 50 ans. Les conventions de libre passage que le Conseil fédéral envisage de passer pour le secteur public ne vont guère améliorer la situation. La Délégation des finances des Chambres fédérales a constaté que les sommes de rachat qu'implique l'entrée d'une personne au service de la Confédération «représentent un critère d'engagement dont l'importance est disproportionnée».

Afin d'abolir les obstacles qui freinent l'engagement de cadres par la Confédération, le Conseil fédéral est chargé des présenter au Parlement un projet de révision de statuts de la Caisse fédérale d'assurance.

Herr **Spälti** unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht:

Die Kommission des Nationalrates hat die Motion am 24. Juni 1991 beraten.

Der Autor erklärte, er möchte den Bund nicht warten lassen, bis das BVG revidiert sei. Die Eintrittsregelung sei denjenigen Beamten angepasst, die mit 22 Jahren beim Bund beginnen würden. Etwa 25 Prozent der männlichen Versicherten würden jedoch erst nach dem 30. Altersjahr eintreten, vor allem Absolventen höherer Schulen. Bei den Spitzenkadern wäre eine verbesserte Durchlässigkeit von Privatwirtschaft und Staatsverwaltung in beiderseitigem Interesse.

Bundesrat Stich betonte, dass das Problem kein generelles sei, sondern Einzelfälle betreffe, für welche eindeutige Richtlinien geschaffen werden sollen, um von der Sonderkompetenz Gebrauch machen zu können, die der Bundesrat gemäss Statuten habe. Ueber die Stellung der Beamten in der Alters- und Hinterbliebenenvorsorge habe er bei der «Prasa» ein Gutachten erstellen lassen. Diese habe die Arbeitgeberleistung von 17 Schweizer Unternehmen mit dem Bund verglichen. Sie sei zum Schluss gekommen, dass der Bund fast am Ende rangiert, insbesondere bei den Leistungen, die der Bund selber erbringt. Im Gegensatz dazu würden die Versicherten beim Bund selber sehr viel erbringen. Der Bundesrat sei deshalb bereit, die Motion als Postulat entgegenzunehmen.

Der Vizedirektor der Eidgenössischen Versicherungskasse, Herr David Gerber, führte aus, dass unter den alten Statuten die Einkaufssumme stets vom Bund zu einem gewissen Teil übernommen worden sei. Das sei seit 1988 nicht mehr so. Bund und PTT verzeichneten pro Jahr rund 10 000 Eintritte. Bei Kadermitarbeitern ungefähr ab Klasse 24 hätten sich seit der 21 Problemfälle ergeben, die gemäss Artikel 17 Absatz 3 der EVK-Statuten hätten behandelt werden müssen. Die in diesen Fällen übernommene Summe belaufe sich auf ungefähr 800 000 Franken. Eine Umfrage bei allen Departementen und den PTT, ob ein Wunschkandidat wegen der Einkaufspraxis der EVK nicht habe rekrutiert werden können, ergab, dass dies in keinem Fall eingetreten ist. Von den PTT ist noch nie ein Gesuch um Uebernahme der Einkaufssumme an die EVK gerichtet worden. Auch in der Problemzone der mittleren Kader ist die Rekrutierung nie gefährdet gewesen.

Die Diskussion zeigte auf, dass sich Probleme bei jenen Beamten ergeben, die an einer optimalen Vorsorge interessiert sind, mit der in die EVK eingebrachten Freizügigkeitsleistung jedoch nicht immer die gleiche Anwartschaft auf Altersrenten erwerben können, die sie bei der früheren Vorsorgeeinrichtung hatten. Es wurde festgestellt, dass mit der eingebrachten Freizügigkeitsleistung bei der EVK ein Rückkauf nur auf ein Alter möglich ist, das einen kleineren Rentensatz (Rentensatz x versicherter Verdienst = Rente) als bei der früheren Vorsorgeeinrichtung ergibt. Da aber mit dem Eintritt in den Bund oft ein sogenannter Karrieresprung verbunden ist, ist die Altersrentenanwartschaft trotz des kleineren Rentenansatzes bei der EVK wieder gleich hoch oder sogar noch höher als bei der früheren Vorsorgeeinrichtung. Damit sei, so wurde argumentiert, das Postulat der Freizügigkeit erfüllt, sonst greife Artikel 17 der EVK-Statuten, der in Absatz 3 die folgende Regelung vorsieht: «Reicht die vorhandene Freizügigkeitsleistung nachweisbar für den Einkauf auf das 25. Altersjahr zurück nicht aus, so können der Bund und seine Betriebe mit eigener Rechnung für ihre Bediensteten in besonderen Fällen, namentlich zur Gewinnung von Arbeitskräften einen vom Bundesrat zu bestimmenden Teil an der verbleibenden Einkaufssumme für den Einkauf auf das 25. Altersjahr übernehmen.»

Probleme ergeben sich auch beim Personal, wenn dieses nach kurzem Aufenthalt in der Privatwirtschaft wieder beim Bund eintritt. Ebenfalls eine Flexibilisierung ist bei unregelmässigen Beschäftigungen nötig.

M. **Spälti** présente au nom de la commission le rapport écrit suivant:

La commission du Conseil national a examiné cette motion le 24 juin 1991.

## **Teuerungsausgleich an das Bundespersonal**

### **Compensation du renchérissement au personnel fédéral**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1992
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	91.074
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	11.03.1992 - 08:00
Date	
Data	
Seite	408-428
Page	
Pagina	
Ref. No	20 021 012

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.